

MÉMOIRE DE MAÎTRISE – API 6999

Les organisations internationales face au défi de la lutte contre la pauvreté
en Afrique Subsaharienne :

Les Documents de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)

RÉDIGÉ PAR : Alberte De Manuella Ateba Awona

SOUS LA DIRECTION DE : Professeure Geranda Notten

Université d'Ottawa

Le 10 mars 2021

Résumé

La lutte contre la pauvreté occupe une place de plus en plus importante tant au sein des pays qu'au niveau de la communauté internationale. Les Organisations Internationales (OI), depuis de nombreuses décennies tendent la main aux pays afin d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes dans le monde. Malgré cela, l'Afrique Subsaharienne (ASS) a le malheureux privilège d'être la région du monde la plus touchée par l'extrême pauvreté, et les tendances de ses principaux indicateurs de développement, ne semblent aller en faveur d'une résolution de cette situation. Cela nous a amené à nous interroger sur les raisons qui pourraient expliquer la situation de pauvreté observée en ASS malgré toutes les actions entreprises depuis les années 50 par les OI. Dans ce mémoire, nous analysons successivement : le contexte du développement en ASS à l'aide d'indicateurs économiques et sociaux ; les contours de la lutte contre la pauvreté par les organisations internationales avec un accent particulier sur l'approche du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) ; et nous effectuons une étude quantitative mesurant l'impact des stratégies de réduction de la pauvreté sur les conditions de vie autodéclarées par les personnes vivant en ASS (de 2002 à 2018). Nous entendons apporter une contribution originale à la littérature sur ce sujet en implémentant une approche différente dans notre étude quantitative. En effet, nous nous servons des données directement collectées auprès des individus (micro-données), et notre variable dépendante est matérialisée par « les conditions de vie autodéclarées par les individus », et non par des mesures de pauvreté établies au niveau des OI. De plus, nous avons trouvé une manière de considérer jusqu'à 7 indicateurs « objectifs » pouvant permettre de mesurer la pauvreté multidimensionnelle. Par conséquent, nous n'appréhendons pas la pauvreté uniquement comme une condition matérielle, mais aussi comme une expérience vécue. Nos résultats montrent que l'implémentation d'une stratégie de réduction de la pauvreté/DSRP en ASS, entraîne une faible augmentation de la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions. Cependant, un certain nombre d'éléments devraient être considérés s'il faut réellement conclure à un effet positif des DSRP sur la réduction de la pauvreté.

Table des matières

Résumé	1
Liste des tableaux et des graphiques	4
Introduction	5
I- Mise en contexte : caractéristiques du développement en Afrique subsaharienne	9
1- Présentation générale de l’Afrique Subsaharienne	9
2- Indicateurs du développement économique.....	11
3- Indicateurs de développement humain et pauvreté.....	13
II- Champ théorique des stratégies internationales de réduction de la pauvreté	16
1- L’entrée en jeu des OI pour éradiquer la pauvreté, dans les pays en développement	16
2- L’ajustement structurel	19
2-1 À propos du consensus de Washington	21
2-2 Les programmes d’ajustement structurel (PAS).....	23
3- Les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).....	25
3-1 L’élaboration des DSRP	27
3-2 Les implications de l’approche DSRP sur les relations internationales	30
III- Étude de l’impact des stratégies de réduction de la pauvreté sur les conditions de vie autodéclarées des populations de l’Afrique Subsaharienne	32
1- Cadre théorique	32
1-1 La lutte contre la pauvreté au niveau international.....	32
1-2 Les performances des DSRP en termes d’éradication de la pauvreté.....	34
2- Données et méthodologie	40
2-1 Données	40
2-2 Méthodologie.....	41
3- Présentation et analyse des résultats	49
3-1 Description statistique sommaire des données	49
3-2 Résultats de la régression à effets fixes	53
IV- Discussion	61
Conclusion	65
Bibliographie	68
Annexes	77

Liste des Abréviations

ASS : Afrique Subsaharienne

BIT : Bureau International du Travail

CNUCED : Commission des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

CPI : Corruption Perception Index

DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté

IDE : Investissement Direct Étranger

IDH : Indice de Développement Humain

IEO : Independent Evaluation Office

IFI : Institution Financières Internationales

ODD : Objectifs de Développement Durable

OED : Office of Economic Development

OI : Organisation Internationale

OMD : Objectifs pour le Millénaire de Développement

PAS : Programmes d'Ajustement Structurel

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPA : Parité du pouvoir d'achat

PPTE : Pays Pauvre et Très Endetté

RDC : République Démocratique du Congo

Liste des tableaux et des graphiques

Tableaux

Tableau 1 : Statistiques descriptives de la variable dépendante

Tableau 2 : Distribution en pourcentages de la variable indépendante ainsi que des variables de contrôle

Tableau 3 : Résultats de la régression à effets fixes du modèle de régression principal

Tableau 4 : Contrôle de robustesse du modèle de régression

Graphiques

Graphique 1 : Évolution de l'extrême pauvreté dans les régions du monde

Graphique 2 : Évolution du nombre de personnes extrêmement pauvres dans les régions du monde

Graphique 3 : Évolution du PIB dans les régions en développement

Graphique 4 : Évolution de l'Indice de Développement Humain dans les régions du monde

Graphique 5 : Évolution des conditions de vie autodéclarées au fil des enquêtes

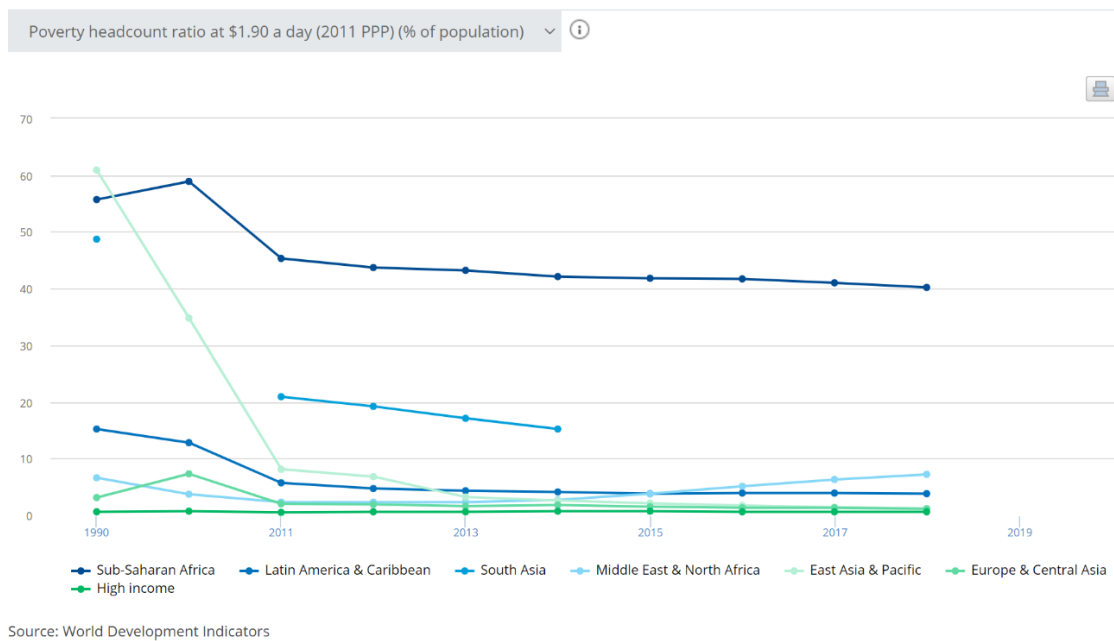
Introduction

« Le mot pauvreté ou le substantif pauvre a été absent du vocabulaire de toutes les langues, pendant des millénaires. Pauvre existait en tant qu'adjectif et ce, pour indiquer que quelque chose n'était pas à la hauteur de ce qu'il devait être... Pendant cette même période, les gens vivaient de très peu, sans jamais penser qu'ils étaient pauvres, ce qui a fait dire à l'anthropologue américain Marshall Sahlins que la pauvreté était une invention de la civilisation. » (Rahnema, 2003).

De nos jours, la lutte contre la pauvreté se retrouve au centre de la plupart des politiques publiques aussi bien nationales qu'internationales. La pauvreté qui était au départ un phénomène marginal, constitue à présent, la clé de voûte de plusieurs politiques et programmes tant au sein des pays que dans les organisations internationales. L'objectif recherché étant l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et pour tous les citoyens du monde. Elle est souvent appréhendée selon trois formes : sa forme **absolue** qui concerne les personnes n'ayant pas les moyens d'assurer le minimum vital (nutrition, santé, logement, ...), sa forme **relative** caractérisant les personnes qui vivent en dessous d'un certain seuil de privation (monétaire et/ou non-monétaire) dépendamment du contexte dans lequel elles vivent, enfin, sa forme **hybride ou multidimensionnelle** qui combine les deux premières (Deuneulin, 2009). Ces types de pauvreté existent non seulement entre les citoyens d'un même État, mais aussi entre les États.

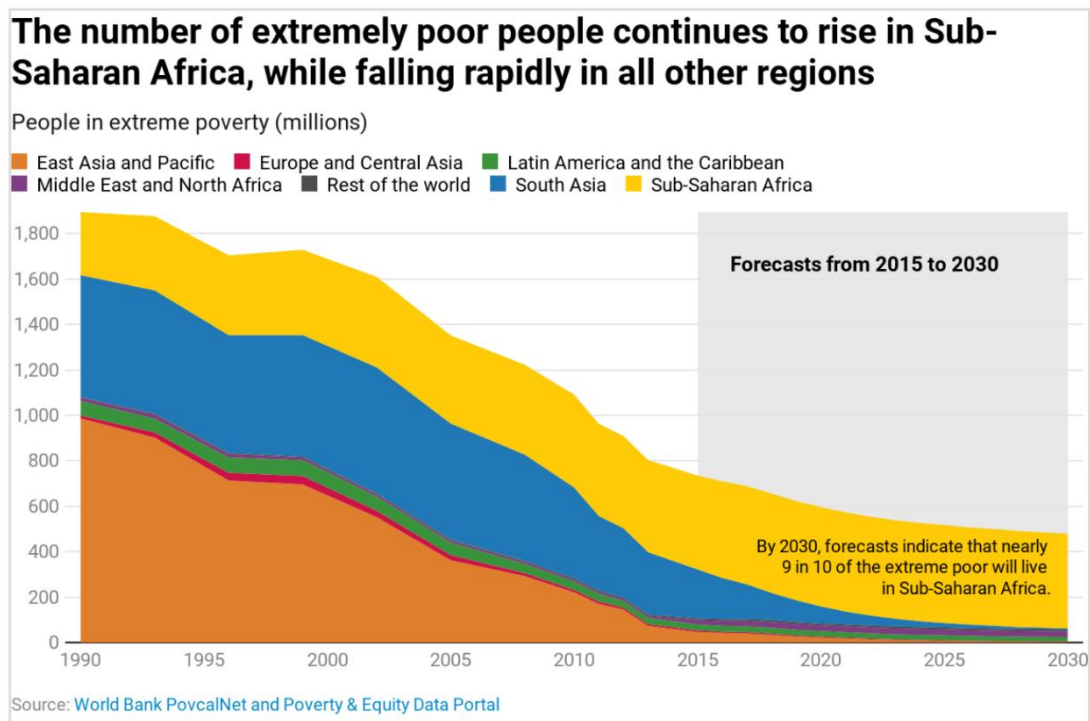
À propos des tendances de pauvreté dans le monde, elles peuvent être visualisées par les deux graphiques ci-dessous, tirés des dernières estimations de la Banque Mondiale.

Graphique 1 : Évolution de l'extrême pauvreté dans les régions du monde



Source : établie par l'auteure à partir de « World Development Indicators ». Banque Mondiale (s.d)

Graphique 2 : Évolution du nombre de personnes extrêmement pauvres dans les régions du monde



Source : tiré de [Data Wrapper](#) (s.d)

On peut ainsi voir que :

- Bien que toutes les régions du monde affichent une baisse des taux de pauvreté, celle-ci ne recule pas partout au même rythme : Deux régions sont parvenues à ramener le taux d'extrême pauvreté à moins de 3 % (ce qui correspond à l'objectif fixé à l'horizon 2030) : l'Asie de l'Est-Pacifique (qui compte 47 millions d'habitants sous le seuil d'extrême pauvreté) et l'Europe-Asie centrale (7 millions).
- Dans toutes les régions à l'exception de l'Afrique Subsaharienne (ASS), les taux moyens de pauvreté varient de 1,5 à 12,4 %. 56 % de l'ensemble des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent en ASS. Cependant, cette région que l'on disait condamnée au sous-développement a vu son taux de pauvreté diminuer, même si ce mouvement y est plus lent. La part de la population concernée par l'extrême pauvreté a reculé de huit points en trente ans (41 % en 2015 contre 49 % en 1981). En revanche, le nombre de personnes extrêmement pauvres continue d'y augmenter du fait de la hausse globale de la population : il est passé de 278 millions en 1990 pour atteindre 413 millions en 2015, soit un chiffre supérieur à l'ensemble des autres régions réunies. Si cette tendance se poursuit, l'ASS concentrera en 2030 près de 90 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté sur le plan mondial. (Banque Mondiale, 2018 ; Banque Mondiale 2019a).

Au fil des années, la lutte contre la pauvreté a laissé place à la recherche du développement pour tous. Néanmoins, malgré des résultats optimistes sur la pauvreté dans le monde, 16 pays ont vu leur développement humain reculer depuis 1990. De plus, pas moins d'une centaine de pays ont connu un recul important de leur économie au cours des 30 dernières années et le revenu par habitant dans ces pays est à présent inférieur à ce qu'il était il y a 10 ou 20 ans. Les inégalités de revenu continuent de se creuser. L'appauvrissement est réel dans les pays d'ASS (BIM, 2002 ; Peñafiel, 2000). Tout cela malgré que les organisations internationales (OI) soient passées à un modèle d'action considérant désormais les environnements stratégiques africains faisant une priorité aux questions de droits, de ressources et de

moyens d'expression – Le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) (International Monetary Fund and World Bank, 2000). D'où notre intérêt sur la question de savoir *Comment expliquer les tendances de pauvreté observées en ASS, malgré les nombreuses solutions proposées par les OI à travers les stratégies internationales de développement ?*

Pour cette recherche, nous utilisons un raisonnement abductif, ce qui nous amène à formuler l'hypothèse selon laquelle : *il est difficile pour l'ASS d'améliorer considérablement sa tendance de pauvreté (aussi bien macro¹ que micro²) malgré les stratégies internationales de développement parce que, l'influence continue sur la politique économique des pays pauvres par les OI n'est pas forcément motivée par la réduction de la pauvreté. De plus, ces organisations ont un regard externe sur la pauvreté telle que vécue dans ces pays, le processus de définition des stratégies internationales incluant souvent très peu de représentants de l'ASS.* Il se pourrait donc que certaines stratégies et pratiques de développement proposées par les organisations internationales soient inadéquates pour l'ASS, ce qui rendrait leur mise en œuvre difficile voire inappropriée dans cette région du monde.

Nous avons une hypothèse alternative que nous tenterons aussi de vérifier. Elle est la suivante : *les contextes économique, social et environnemental de l'ASS contribuent fortement à maintenir cette région comme celle regorgeant le plus grand nombre de pauvres absolus dans le monde.* Par ailleurs, il y a des différences parmi les pays de cette région, il est donc possible que les pays ayant les conditions de développement les plus favorables (exemple : croissance économique élevée et soutenue, faible corruption, etc.) soient plus aptes à réduire leur pauvreté d'une manière significative.

Notre travail est structuré en quatre principales parties. Dans la première, nous faisons une mise en contexte par la présentation de l'ASS, nous insistons particulièrement sur les indicateurs de

¹ A l'échelle des pays

² A l'échelle des individus

développement économique et humain. La deuxième partie est consacrée au champ théorique des stratégies internationales de lutte contre la pauvreté. Nous y présenterons tour à tour : l'évolution historique de la lutte contre la pauvreté en tant qu'enjeu international prioritaire, les politiques d'ajustement structurel et les DSRP. La troisième partie quant à elle consiste en une analyse quantitative de l'incidence des stratégies de réduction de la pauvreté (basées sur les DSRP) sur les conditions de vie auto déclarées des individus vivant en Afrique Subsaharienne. Dans la quatrième partie, nous discuterons des principaux constats issus à la fois de notre revue de littérature et de notre analyse quantitative.

I- Mise en contexte : caractéristiques du développement en Afrique subsaharienne

1- Présentation générale de l'Afrique Subsaharienne

L'ASS, est la région de l'Afrique située au Sud du désert du Sahara. Avec une superficie de 21 754 456 km², Elle comporte 48 pays et est peuplée d'environ 1,107 milliards d'habitants, soit environ 14 % de la population mondiale (Banque Mondiale, s.d). La population de l'ASS croît à un rythme élevé et assez soutenu de 2,7% par an du fait d'une fécondité qui reste élevée (4,7 enfants en moyenne par femme en 2018 contre 2,4 dans le monde). Les jeunes de moins de 25 ans représentent actuellement 62% de sa population, contre 44% dans l'ensemble des pays en développement et 27% dans les pays développés. (ibid).

L'ASS a une très grande diversité de langues et de religions. Dans une tentative de donner un pied d'égalité à toutes les langues, de nombreux pays ont choisi leur langue coloniale (français, anglais, espagnol, etc.) comme langue officielle, afin d'éviter de donner aux locuteurs d'une langue un avantage politique sur les autres. La plupart de la population de l'ASS travaille dans l'agriculture de subsistance pour gagner sa vie et nourrir sa famille, d'ailleurs, le secteur agricole emploie environ 52 % (en 2020)

de la population active de cette région. (Banque Mondiale, s.d). Le secteur informel de l'économie³ est devenu une composante essentielle de l'économie en ASS. En effet, il représentait en moyenne 38 % du PIB entre 2010 et 2014. L'emploi informel contribue en moyenne à 60 % de l'emploi total non agricole. (FMI, 2017). Le secteur informel comprend le commerce, les marchés de rue et toute autre entreprise sans registres financiers pour les transactions en espèces.

Même si la majorité de la population vit dans les zones rurales, au cours des dernières décennies, il y a eu un boom du taux d'urbanisation qui est passé de 27 % en 1990 à 41 % en 2019 (SIPRI, 2020). Les grandes villes se retrouvent ainsi extrêmement surpeuplées, ce qui engendre des difficultés telles que : l'accès au logement, l'accès à l'eau potable, l'accès à une éducation et une santé de qualité, l'accès à l'emploi, etc. (ibid.). Il y avait au moins 15 pays avec des conflits armés actifs en ASS en 2019. Huit étaient des conflits armés infranationaux de faible intensité et sept étaient des conflits armés de haute intensité (Nigéria, Somalie, RDC, Burkina Faso, Mali, Soudan du Sud et Cameroun). Presque tous les conflits armés se sont internationalisés, notamment du fait d'acteurs étatiques (que ce soit directement ou par l'intermédiaire de mandataires) et des activités transnationales de groupes islamistes violents, d'autres groupes armés et de réseaux criminels. (ibid.). Pour ce qui est des conflits civils, le dernier rapport d'Amnesty International sur la situation de la violence en Afrique Subsaharienne (2019) rapporte qu'en 2019, des conflits interminables ont continué de sévir, notamment au Mali et en République démocratique du Congo, avec des attaques ciblées ou aveugles contre des civils. Au Burkina Faso, au Cameroun, au Nigeria, en République centrafricaine et dans d'autres pays encore, des groupes armés se sont livrés à des exactions, des homicides et des enlèvements notamment, qui ont donné lieu à des déplacements massifs de populations. On a aussi vu apparaître de nouvelles formes de violence intercommunautaire dans certains pays. (Amnesty International, 2019).

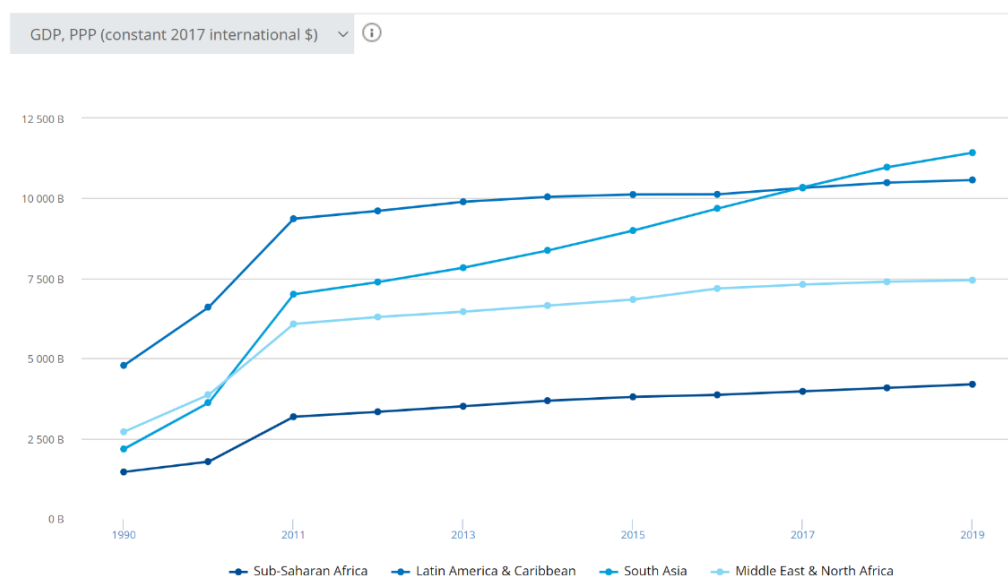
³ Non réglementé, non contrôlé ou non imposé.

D'autres indicateurs statistiques que nous avons pu obtenir dans la base de données de Banque Mondiale de l'ASS sont présentés en annexe 3.

2- Indicateurs du développement économique

En nous appuyant sur les statistiques de la Banque Mondiale, la situation économique de l'Afrique s'est spectaculairement améliorée depuis 1994. En moins de quinze années, le taux annuel de croissance annuel du PIB qui était négatif (-0,86 %) est passé au taux positif de 6,56 % en 2007 (Banque Mondiale, s.d). Nous pouvons visualiser cette croissance à travers le graphique 3 ci-dessous.

Graphique 3 : Évolution du PIB dans les régions en développement



Source: World Development Indicators

Source : établi par l'auteure à partir de « World Development Indicators ». Banque Mondiale (s.d)

Selon la BAD (2015), cette amélioration importante serait due à plusieurs facteurs tels que : la flambée des cours des matières premières, l'allègement de la dette et l'augmentation des flux d'aide internationale, une meilleure qualité de la gouvernance et des institutions, des conditions plus favorables pour l'agriculture et, enfin, l'émergence d'une classe moyenne. Cependant, nous constatons que malgré

cette croissance prodigieuse, de grands écarts existent dans la plupart des pays entre les taux de croissance du PIB. L'ASS reste la partie du continent Africain et même du monde la plus démunie sur le plan économique. Elle dispose d'un PIB par habitant très faible (3 782 \$ en 2019 déterminés en PPA⁴ internationaux constants de 2011) par rapport à la moyenne mondiale (11 070 \$ par habitant en 2019), et d'un RNB par habitant de seulement 3 631 \$ (en 2018 déterminés en PPA internationaux constants de 2011), la moyenne mondiale étant de 16 5182 \$ (en 2018 déterminés en PPA internationaux constants de 2011). (Banque Mondiale, s.d).

En ASS, les tendances des secteurs économiques diffèrent selon les groupes de pays. Dans les pays exportateurs de pétrole, l'exploitation minière et la fourniture de ressources énergétiques représentent logiquement une part importante du PIB, tandis que le secteur manufacturier y est moins développé que dans le reste de la région (FMI, s.d.). Le commerce de gros, la distribution, l'hôtellerie-restauration, ainsi que le secteur des transports, du stockage et de la communication ont connu une expansion au cours des deux dernières décennies. Pour ce qui est des autres pays riches en ressources naturelles, les « autres services » dominant la production, et le secteur manufacturier y est comparable à celui des pays pauvres en ressources naturelles. Dans ces derniers, le secteur de l'agriculture, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche ainsi que les autres services comptent pour la moitié du PIB réel. (ibid.). Une certaine inadéquation entre les compétences et l'éducation de la main d'œuvre est également à mentionner sur le marché du travail africain. À ce propos, la BAD (2020) mentionne que « les jeunes Africains sur-éduqués gagnent en moyenne 18 % de moins que les jeunes ayant le même niveau d'études et occupant des postes qui correspondent à leur éducation ». Cette inadéquation se répercute indirectement sur la productivité du travail des jeunes par le biais des salaires, de la satisfaction au travail et de la recherche d'emploi.

⁴ Parité du pouvoir d'achat

Les données sur le commerce international disponibles sur le site web du Fonds Monétaire International nous montrent qu'en 2018, la part des importations de biens de l'ASS dans le total mondial était de 1,73%, les exportations de biens quant à elles représentaient 1,77 % du total mondial. La région reste ainsi très peu présente dans le commerce mondial. (FMI, s.d).

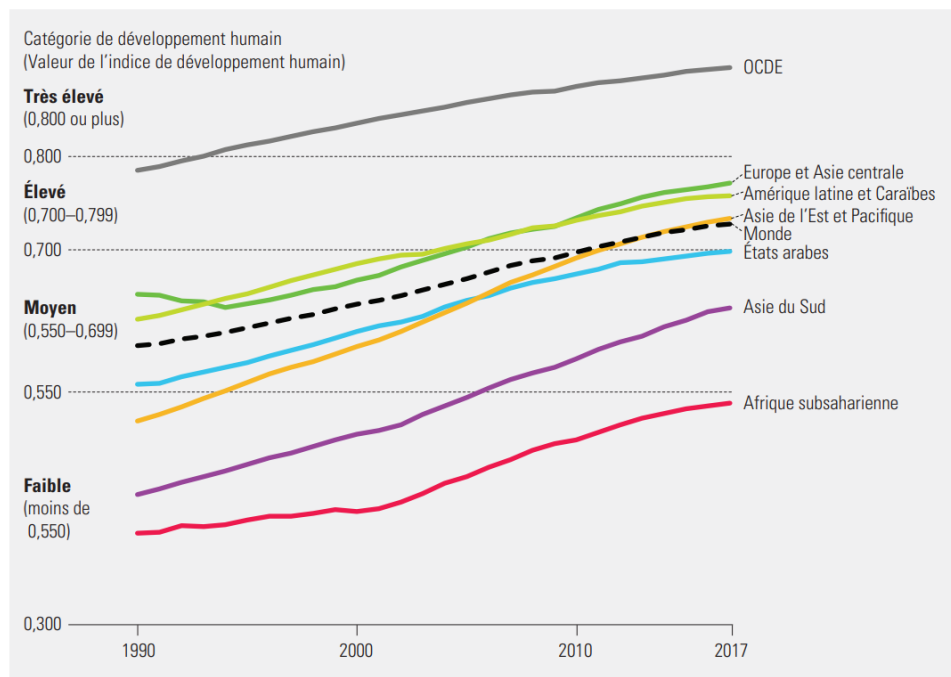
Dans la plupart des pays de l'ASS, un niveau d'inflation élevé est maintenu. Comme le souligne le rapport de la BAD (2020) sur les perspectives économiques du continent, le taux d'inflation moyen en Afrique a légèrement baissé de 2 points de pourcentage, passant de 11,2 % en 2018 à 9,2 % en 2019, avec des niveaux de variation différents entre les pays et les économies. Il y a eu une amélioration des soldes budgétaires au cours des deux dernières années, le ratio moyen pondéré du déficit par rapport au PIB en Afrique étant passé de 5,9 % en 2017 à 4,8 % en 2019. Cependant, la dette publique et la dette garantie par l'État ont un niveau élevé et en hausse dans la plupart des économies africaines, **le ratio médian de la dette publique par rapport au PIB dépassant 56 % en 2018, contre 38 % dix ans plus tôt**. On constate donc que bien que plusieurs pays se qualifiaient pour allègement de la dette dans les années 2000, le niveau d'endettement est de nouveau en augmentation. Le rapport révèle aussi un changement structurel dans la composition de la dette, avec un moindre recours aux prêts concessionnels des institutions multilatérales et des créanciers officiels du Club de Paris, un accès plus large au financement à long terme des marchés de capitaux internationaux, et le financement de créanciers bilatéraux émergents, tels que la Chine. (ibid.).

3- Indicateurs de développement humain et pauvreté

Les données sur l'Indice de Développement Humain (IDH), telles qu'illustrées dans le graphique 4 ci-dessous, nous révèlent que l'ASS connaît l'une des améliorations les plus significatives en termes de développement humain.

Graphique 4 : Évolution de l'Indice de Développement Humain dans les régions du monde

Valeurs de l'indice de développement humain par groupe de pays, 1990-2017



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain.

Source : (PNUD, 2018, p.3)

En effet, le rapport sur le développement publié par le PNUD (2019a) nous indique que cette région, ayant enregistré un recul dans les années 1990, dû à la baisse spectaculaire de l'espérance de vie causée par les conflits et l'épidémie de VIH/SIDA, a pu se rattraper et renouer avec la croissance de son IDH au cours des deux dernières décennies. Elle est passée de la seconde région où la croissance de l'IDH était la plus faible dans les années 1990 à la région la plus dynamique entre 2000 et 2010. En 1990, la région avait un IDH de 0,400 contre 0,499 en 2010 soit une croissance de 24,75 %. En 2019, l'IDH de l'ASS était toujours dans la catégorie de « développement humain faible » et se situait à 0,547. Il n'a donc varié que d'environ 9,6 % depuis 2010, ce qui a eu pour effet de maintenir l'ASS comme la région du monde avec l'IDH le plus bas. De plus, parmi les régions en développement dans le monde, l'ASS a enregistré l'indice d'inégalité des genres le plus élevé en 2019 (0,570). La valeur moyenne de cet indice en 2019 était pourtant de 0,463 dans les pays en développement et 0,559 dans les pays sous-développés (PNUD, s.d).

Un indicateur qui nous a aussi interpellé est le taux de natalité chez les adolescentes. En effet, si ce taux est élevé, il fait grandement obstacle à l'avancement des jeunes filles, en particulier lorsque ces grossesses sont le fruit du hasard et non d'un choix. De plus, lorsque les enfants deviennent plus grands, ils nécessitent l'accès à l'éducation et à l'emploi, plus de croissance économique est donc nécessaire. À l'échelle mondiale en 2018, le taux de natalité des adolescentes était de 44 pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans, et il était le plus élevé en ASS (101,3 pour 1 000) (PNUD, 2019a). Entre 1990 et 2018, l'espérance de vie en ASS a augmenté de 11 ans, passant de 50 à 61 ans. Malgré ce progrès remarquable, la qualité de la santé, tant au niveau des intrants qu'au niveau des résultats nous montre qu'il existe encore d'énormes disparités. En prenant par exemple comme indicateur l'accès à un médecin, l'Europe et l'Asie centrale comptent 24,7 médecins pour 10 000 habitants, contre 7,8 en Asie et 1,9 en ASS. (ibid.). En matière d'inégalités, bien que la valeur moyenne non pondérée de son coefficient de GINI ait baissé de 3,4 points de pourcentage entre 1991 et 2011, l'ASS reste l'une des régions qui présentent les niveaux les plus élevés d'inégalité sur le plan mondial. En effet, elle compte 10 des 19 pays les plus inégalitaires de la planète (PNUD, 2017).

Concernant la pauvreté, les statistiques indiquent une tendance à la baisse depuis 1995. Le taux de pauvreté à \$ 1,90 par jour (2011 PPA) était de 29,1 en 1995 contre 15,1 en 2018. Il reste cependant bien au-dessus du taux moyen mondial qui lui était de 2,9 en 2018. En prenant en considération l'indice de pauvreté multidimensionnelle, le rapport du PNUD (2019b) révèle que : 57,5 % des personnes sont pauvres en ASS. Les résultats sont cependant très différents en fonction des pays. Tandis que l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle est de 91,9% au Soudan du Sud et de 90,5 % au Niger, elle n'est que de 14,9% au Gabon et 6,3% en Afrique du Sud. (PNUD, 2019b).

Bien que les pays de l'ASS aient enregistré des progrès au niveau de leurs indicateurs de développement économique et humain depuis les années 90, la situation de pauvreté qui continue de régner dans cette région demeure préoccupante. Allant dans le même sens, nous sommes interpellés par la question de

l'inclusivité de la croissance en ASS à savoir si elle profite réellement aux plus démunis. D'autant plus que, les OI, par le biais des stratégies internationales de développement ont permis depuis les années 1950 de poser un cadre en vue de l'éradication de la pauvreté, auquel a adhéré la quasi-totalité des pays de l'ASS. À ce sujet, le rapport de la BAD (2020) révèle que, entre 2000 et 2016, la consommation moyenne par habitant en Afrique a augmenté de 3,32%. En revanche, le taux de croissance relatif aux pauvres n'a atteint que 3,04%, ce qui veut dire que les ménages riches ont vu leur niveau de vie augmenter beaucoup plus rapidement que celui des ménages pauvres. Les inégalités demeurent donc élevées en Afrique (BAD, 2020, p.37).

II- Champ théorique des stratégies internationales de réduction de la pauvreté

La lutte contre la pauvreté constitue de nos jours, un enjeu de portée globale au point où la communauté internationale, par le biais des organisations internationales et ONG (Organisations Non Gouvernementales) en a fait une question prioritaire pour la survie de l'humanité. Plus concrètement, de multiples actions ont été déployées avant même l'adoption des Objectifs du Millénaire de Développement (OMD)⁵ par les Nations Unies en l'an 2000, et actuellement dans le cadre des Objectifs de Développement Durables (ODD)⁶ adoptés par 193 pays dans le monde. Afin de mieux comprendre cet état des choses, passons en revue les principales étapes qui nous y ont menés.

1- L'entrée en jeu des OI pour éradiquer la pauvreté, dans les pays en développement

La compréhension de l'intervention des organisations internationales dans la lutte contre la pauvreté, nécessite avant tout de retracer les origines de la théorie du développement. Dans leur article traitant de la lutte contre la pauvreté en tant qu'enjeu international, Hillenkamp et Servet (2012) mentionnent que le

⁵ Annexe 1

⁶ Annexe 2

vocable « bien être et développement » est apparu pour la première fois dans l'article 22 du pacte de la Société des nations, datant du 28 juin 1919. D'après eux, les termes « développement » et « sous-développement » se rapportant aux relations internationales seraient apparus en 1942 dans un article rédigé par un fonctionnaire du Bureau International du Travail (BIT). C'est ainsi que le 20 janvier 1949, Harry S. Truman, président démocrate des Etats-Unis de 1945 à 1953, lors de son discours d'investiture établit pour la première fois le lien entre la lutte contre la pauvreté et les relations internationales. Dans le quatrième point de son discours, il annonce un impératif d'assistance aux pays dits « pauvres », ce qui permit aux médias d'orchestrer une vaste campagne sur l'idée du « sous-développement ». Le but recherché était de convaincre les contribuables américains que le soutien à ces pays correspondait, non seulement à des considérations humanitaires (ce qui pouvait en partie être accepté par l'esprit chrétien dominant des américains à cette période), mais en plus aux intérêts bien compris des Etats-Unis si ceux-ci voulaient éviter l'expansion du communisme. (Lautier, 2002 ; Hillenkamp et Servet, 2012)

Dans les années 1950 – 1960, plusieurs pays ont accédé à l'indépendance, tentant ainsi de bâtir leur propre modèle de développement en se libérant des tutelles exercées aussi bien par les ex-puissances coloniales que par les deux blocs issus de la guerre froide (Berr et Combarous, 2002). Un rapport de la Commission Pearson (1969) nous fait part des intentions de la charte de l'ONU en matière de développement, publiées en 1950 dans le rapport intitulé *Measures for the Economic Development of Under-Developed Countries*. Ce rapport réalisé par un groupe d'experts nommé par le secrétaire général des Nations Unies suggérait que **les pays donateurs transfèrent aux pays en développement environ 10 milliards de dollars par an (sous forme d'investissement), les pays bénéficiaires devaient eux-aussi puiser une somme similaire dans leur épargne nationale (en guise de remboursement)** (Pearson, 1969). Hillenkamp et Servet (2012) nous font pourtant remarquer que « cette aide suggérée correspondait aux 3 % du PNB consacré pendant plusieurs années par les Etats-Unis au plan Marshall pour l'Europe (principalement sous forme de dons) ».

En 1955, à l'occasion d'une conférence tenue à Bandung en Indonésie, se sont réunis pour la première fois ces pays désormais désignés comme « pays du tiers monde » ou simplement « Tiers monde ». Le dénouement de cette conférence a été la consécration de leur modernisation économique et politique en tentant de les ériger comme une force politique incontournable dans les relations internationales (Ben Hammouda, 1999, p.73). Cela a permis d'imposer le Tiers monde comme interlocuteur des grandes puissances sur la scène internationale (ainsi que la revendication d'un nouvel ordre international), et a favorisé la création d'organisations internationales telle que la CNUCED pour stabiliser les prix des produits de base (Mahmoud, 2010, p.9).

Suite à la publication en 1950 du rapport de l'ONU *Measures for the Economic Development of Under-Developed Countries*, plusieurs séries de travaux des institutions spécialisées et subsidiaires de l'ONU ont suivi traitant des thématiques telles que : la quantification des besoins des pays en développement, le montant global nécessaire pour les aider ainsi que les efforts à fournir par les pays bénéficiaires, les conditions structurelles préalables au développement, etc. (Sachs, 2005). Dix ans après, l'ex-président des États-Unis, John F. Kennedy encouragea le lancement de la première Décennie du développement aux Nations unies, programme qui visait la satisfaction des besoins essentiels des populations. Partant de là, le terme « développement », ainsi que les différentes pratiques d'aide au développement sont devenus le noyau central du discours des Nations Unies. L'annonce ayant été faite que cette aide prouvera rapidement son efficacité, ce qui va permettre de l'arrêter plus tard (Hillenkamp et Servet, 2012). Les pratiques d'aide se sont alors multipliées venant également des pays n'étant pas d'anciennes puissances coloniales (Sachs, 2005). Une motion demandant aux pays dits riches de consacrer 1 % de leur revenu national à l'aide au développement a aussi été adoptée en 1960 par l'Assemblée générale des Nations Unies, cette proposition peut être retrouvée dans le rapport de la Première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement tenue en 1964. La théorie du développement s'est alors répandue dans les années 1960 et était essentiellement dominée par les théories de la dépendance. Elle préconisait

d'ailleurs des stratégies pour rompre avec le capitalisme et concevoir un développement autonome et autocentré (Mahmoud, 2010, p.10).

Selon Mahmoud (2010, p.11), dans les années 1970, à la suite des réussites enregistrées par le Tiers monde dans la modernisation des structures économiques et l'accélération de la dynamique d'accumulation des pays, la théorie du développement gagna plus de force. Il explique que ces dynamiques de croissance tirent leur avantage de l'accroissement des ressources de ces pays, et **que cette croissance fut alimentée par des placements de liquidités internationales (par les banques en surliquidité) sous forme d'emprunts à des taux d'intérêt relativement bas au Tiers monde.** Malheureusement, à partir de la fin des années 1970, les cours des matières premières ayant chuté, les taux d'intérêt ayant été relevés de façon brutale et unilatérale par les pays industrialisés, les déséquilibres internes et externes des pays sous-développés se sont accentués avec pour effets l'insolvabilité financière du Tiers monde et l'aggravation de la crise de la dette. Pour éviter une crise financière généralisée, le FMI et la BM (institutions de Bretton Woods) ont donc été imposés par la communauté internationale en tant que les « interlocuteurs uniques dans la gestion de cette crise, en leur laissant le soin de déterminer les solutions aptes à la résoudre » (Mahmoud, 2010, p.10 &11, Sarrazin, 1997). C'est ainsi qu'ont été conçus les programmes d'ajustement structurel et de stabilisation macro-économique visant à dégager un surplus de ressources dans les pays endettés afin de rembourser leurs dettes.

2- L'ajustement structurel

Vers la fin des années 1970, une certaine vulnérabilité s'est fait ressentir dans la plupart des économies africaines (Mahmoud, 2010 ; Tedika, 2010). En effet, les pays de l'ASS dont l'économie était principalement axée sur l'exportation des produits du secteur primaire, ont rencontré un certain nombre de problèmes du fait d'une part de la détérioration des termes de l'échange, et d'autre part, de l'instabilité des prix de leurs principaux produits d'exportation (cacao, café, or, thé, coton) (CNUCED, 2001, p.37 ;

Banque Mondiale, 1996, p.2). Page et Hewitt (2001, p.4), le FMI (2000), ainsi que (Prashad, 2008, p.181-182) soutiennent que cette situation a été à l'origine :

- De la diminution de la part de l'ASS dans le commerce mondial et son incapacité à participer à des échanges internationaux de produits manufacturés et de produits dynamiques
- De la complication de la gestion macroéconomique et du découragement des investisseurs étrangers
- Du surendettement des pays de cette région.

Le FMI (2000, p.112) affirme d'ailleurs que : « **les pays ayant été touchés par la baisse des cours figurent parmi les plus pauvres du monde**, tous sont classés parmi les pays à faible revenu par la Banque Mondiale, plus de la moitié se trouve en Afrique Subsaharienne, 16 étant des pays pauvres et très endettés. ». Par ailleurs, Brunel, Kipré, Antoine et De Montelos (2005, p.61) ajoutent les catastrophes naturelles, notamment les grandes périodes de sécheresse (1972-1973 puis 1982-1983) ayant frappé le continent noir, en particulier l'ASS comme facteurs d'aggravation de cette situation économique délétère. De ce fait, **ces pays ont été condamnés une dépendance vis-à-vis des pays étrangers**, c'est ainsi que la Banque Mondiale et le FMI entrent réellement dans le vif du sujet. En coordination avec le département du Trésor américain et les principales banques commerciales, ces institutions financières internationales (IFI) ont commencé à offrir des prêts concessionnels, une restructuration de la dette et, finalement, une annulation partielle de la dette aux pays en crise (Peet, 2009, p.86-91, p.136-146). En échange, ces pays ont dû subir une « stabilisation » (à court terme) et un « ajustement structurel » (à long terme), c'est-à-dire que les gouvernements devaient mettre en œuvre un programme de réformes structurelles et macroéconomiques conformément au « Consensus de Washington » (ibid.). La mise en œuvre de ces programmes de réforme - appelés *programmes d'ajustement structurel* (PAS) - deviendrait également une condition préalable pour recevoir des subventions et des prêts bilatéraux (ibid., p.115-116).

2-1 À propos du consensus de Washington

La doctrine néolibérale a fait son apparition dans les années 1970, remettant en question les modèles Keynésiens, créant ainsi une ouverture à des idées nouvelles (Peet et Hartwick, 2015, p.89). Enracinés dans une tradition ontologique profondément individualiste, les fondateurs de cette école de pensée ont adopté une vision de l'interventionnisme et du protectionnisme étatiques comme non seulement inefficaces mais aussi inhibiteurs de la liberté humaine (ibid., p. 90-94). Au lieu de cela, ils ont plaidé pour un système dans lequel l'État serait relégué un rôle assimilable à celui de « veilleur de nuit » consistant à maintenir l'état de droit, ainsi qu'à effectuer des tâches macroéconomiques limitées telles que la fixation des taux d'intérêt. Croissance, richesse et bien-être ont été atteints le plus efficacement grâce à une concurrence volontaire et sans entrave entre des acheteurs et des vendeurs privés intéressés et maximisant l'utilité (ibid.).

Contrairement au keynésianisme, ces idées néolibérales avaient des implications politiques radicales. Certaines d'entre elles avaient déjà été reflétées dans les conditionnalités du FMI au courant des années 1970, mais c'est pendant la crise de la dette des années 80 que le néolibéralisme a été pleinement adopté par les IFI (Peet, 2009, p.84-85, p.136-145). Alors que la Banque mondiale s'était concentrée sur la réduction ciblée de la pauvreté et la satisfaction des besoins de base tout au long des années 1970, la sagesse dominante était maintenant que si l'inflation pouvait être maintenue sous contrôle et les marchés laissés seuls, ou du moins laissés libres, la richesse « coulerait » sur les pauvres (ibid., p.134-137; Banks et Hulme, 2012, p.5).

En 1989, l'économiste John Williamson a formulé ce qui était, à son avis, les dix principales recommandations politiques du paradigme de développement néolibéral - ce qu'il a appelé le « consensus de Washington 10 » (Williamson, 1990): (1) S'engager à la **discipline budgétaire**, en particulier à travers (2) une **réduction des dépenses publiques**, afin d'éviter des déficits budgétaires importants et une

instabilité macroéconomique; (3) adopter une **réforme fiscale** en élargissant l'assiette fiscale et en abaissant les taux marginaux d'imposition, augmentant ainsi les incitations pour les investisseurs; (4) laisser les **taux d'intérêt être fixés par le marché**, mais veiller à ce qu'ils soient positifs lorsqu'ils sont ajustés en fonction de l'inflation afin d'attirer et de préserver les capitaux; (5) permettre des **taux de change compétitifs** et (6) **supprimer les barrières commerciales** pour canaliser les ressources vers une utilisation plus productive et encourager une croissance orientée vers l'exportation; (7) **libéraliser les investissements directs étrangers (IDE)** pour permettre aux entreprises étrangères d'être compétitives sur un pied d'égalité; (8) **privatiser les entreprises publiques** pour maximiser l'efficacité économique; (9) **supprimer la réglementation inutile du marché** pour accroître la concurrence; et enfin (10) **garantir les droits de propriété** pour assurer un environnement d'investissement attractif.

La littérature sur le sujet nous laisse entrevoir pour la majorité des critiques. Ainsi, plusieurs critiques ont été énoncées contre le consensus de Washington. Nous n'allons en évoquer que quelques-unes : il a par exemple été avancé que le néolibéralisme se fonde sur des hypothèses ontologiques erronées et fallacieuses sur la nature humaine, la nature des marchés et la science économique (Peet et Hartwick, 2015, p.45-62, p.112-117). Ha-Joon Chang (2002), quant à lui, a fait valoir que le consensus de Washington est dépourvu d'analyse historique en ce que la voie de développement qu'il propose va à l'encontre de celle engagée par l'Occident et les « marchés émergents » en Asie de l'Est, une voie qui a inclus une intervention considérable de l'État (Chang, 2002, chapitres 1 et 2). En fait, la persistance du protectionnisme dans les pays riches a été un obstacle majeur à la croissance orientée vers l'exportation que la néo libéralisation est censée faciliter dans les pays pauvres (Abrahamsson, 2008, p.16). Pour les marxistes, une telle hypocrisie révèle comment les théories néolibérales fonctionnent simplement comme un camouflage idéologique pour ce qui est vraiment un projet politique élitiste visant à solidifier la domination des puissances occidentales et des classes supérieures, réduire le coût du travail, augmenter

l'accumulation de surplus et la rediriger vers le haut (voir par exemple Mahmoud, 2010 ; Harvey, 2005 ; Duménil et Lévy, 2004 ; Varoufakis, 2011 ; Prashad, 2014).

2-2 Les programmes d'ajustement structurel (PAS)

Ces programmes appliqués conjointement par le FMI et la Banque Mondiale dans les pays en développement à partir des années 1980, constituaient une réponse à la situation de cessation de paiement des pays africains (Boliga, 1999, p.341). D'après Sarrasin (1997), ces programmes représentent un modèle de développement économique basé sur trois principaux éléments : la **libéralisation des échanges**, la **prédominance des forces du marché** et la **diminution des interventions de l'État dans l'économie** (voir Sarrasin, 1997, p.518 ; Mahmoud, 2010, p.50). Compte tenu des vives critiques (sur leurs effets « négatifs ») qui ont suivi l'application des mesures d'ajustement structurel, les IFI les ont continuellement adaptés. La première génération de ces programmes (1981 – 1984) portait en priorité sur le rétablissement des équilibres macroéconomiques ; à partir de la seconde génération (1984 – 1986) il y a eu une certaine attention accordée aux dimensions sociales de l'ajustement ; et la troisième génération (depuis 1987) suggère d'introduire la réduction de la pauvreté comme objectif fondamental des efforts d'ajustement (Mahmoud, 2010, p.51).

Tout au long des années 1980 et 1990, les rôles joués par chacune des IFI se sont de plus en plus imbriqués, en grande partie parce que le FMI est allé de plus en plus au-delà de sa préoccupation traditionnelle de macroéconomie et dans des domaines de nature plus micro et structurelle sur lesquels la Banque Mondiale a concentré son attention (Mosley, 2001, p.310 ; Stiglitz, 2002/2017, p.110-112). Peu à peu, le nombre de conditions politiques imposées par les IFI à travers leurs différents programmes s'est également accru (Hermele, 2005, p.2). Malgré le fait que ces « conditionnalités » incarnaient les principes fondamentaux du consensus de Washington exposés précédemment, il convient de noter que les IFI sont souvent allées plus loin, en utilisant une approche de « doctrine du choc »

d'ajustement structurel rapide qui comprenait (mais ne se limitait pas à) la désyndicalisation, les licenciements, les réductions de salaires, les réductions des dépenses sociales et l'élimination des subventions sur les produits de base (Peet et Hartwick, 2015, p. 99-105; Sumner, 2006, p.16).

Dans la littérature, la majorité des auteurs s'accordent sur le fait que les PAS n'ont pas tenu leurs promesses. Il est bien entendu difficile de déterminer comment les pays se seraient comportés en l'absence de programmes, d'autant plus que l'environnement économique extérieur a continué à se détériorer, au moins tout au long des années 80 (souvent qualifiées de « décennie perdue »). La diversité des lieux sous ajustement semble également importante à souligner. Par exemple, il a été prôné que les PAS avaient plus de sens en Amérique latine pour laquelle les programmes étaient principalement conçus, qu'ailleurs (Stiglitz, 2002/2017, p.149). D'autres ont fait valoir que les pays d'Afrique auraient pu être moins bien lotis sans les programmes, ou du moins qu'ils auraient pu être mieux lotis si les prescriptions politiques avaient été pleinement et correctement mises en œuvre (Mahmoud, 2010 ; Sahn et al., 1997 ; Scott, 2010).

Certains auteurs ont pu évoquer des aspects positifs aux PAS, notamment Tedika (2010) qui a mentionné dans un article sur la pauvreté en Afrique que : « Dans une série d'articles, Emanuele Baldacci, Benedict Clements et Sanjeev Gupta ont trouvé que l'austérité budgétaire du FMI n'a pas été vraiment désastreuse sur le plan macroéconomique. En examinant 39 pays à faible revenu ayant appliqué un programme d'ajustement appuyé par le FMI pendant les années 90, les auteurs trouvent qu'en moyenne les pays de l'échantillon (africains et d'ailleurs) ont enregistré une croissance du revenu par habitant de 0,5 % par an pendant les années 90. Une amélioration de 1 point du solde budgétaire qui a eu un effet positif significatif sur le taux de croissance du PIB, en l'augmentant d'un quart de point au moins. Toutes choses restant égales, l'austérité était par conséquent non seulement inéluctable dans un contexte d'endettement excessif, mais utile pour contribuer à l'induction à terme de la croissance » (Tedika, 2010). Cependant, il existe de nombreuses preuves que les PAS n'ont pas réussi à stimuler une croissance soutenue et à réduire

la pauvreté (voir par exemple Johnson & Schaefer, 1999 ; Easterly, 2005 ; CNUCED, 2000 ; CNUCED, 2002 ; Pérennes, 1991). En fait, les études montrent que les programmes ont souvent causé d'énormes dommages aux personnes déjà pauvres et vulnérables ; à l'industrie et à l'agriculture locales ; aux droits du travail et aux droits de l'homme (Cornia et al., 1987 ; SAPRIN, 2002 ; Lloyd & Weissman, 2010 ; Rodwan Abouharb et al., 2010). Même des études menées au sein des IFI ont conclu que bon nombre de leurs politiques et projets avaient échoué (Banque mondiale, 1992 ; OED, 1992 ; Khan, 1990).

3- Les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)

À partir de la fin des années 80, la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel a entraîné le déclenchement de nombreuses manifestations autant dans les « pays du Sud » que dans certains « pays du Nord » (Walton et Seddon, 1994 ; Peet, 2009 p.99-104). Il était de plus en plus acquis que **les prescriptions néolibérales échouaient peut-être à dessein et que le fardeau de la dette dans les pays pauvres n'était pas simplement injuste, mais s'avérait impayable** (Peet, 2009, p.104-107). En 1996, en guise de réponse, les IFI ont lancé l'initiative en faveur des Pays Pauvres et Très Endettés (PPTE), dans le but de commencer à annuler une partie de la dette due par les pays les plus pauvres. Néanmoins, comme on pouvait s'y attendre, cela était accompagné de certaines conditions (ibid., p.107- 108). Après le renforcement de l'initiative PPTE en 1999 en vue de couvrir un plus grand nombre de pays, ceux qui pouvaient et voulaient bénéficier d'un allègement de la dette devaient préparer et mettre en œuvre un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) (Elkins et al., 2018, p.378). Palash (2009), soutient que l'établissement de DSRP doit être comprise comme la dernière approche des IFI dans les pays, en matière de stratégies de réduction de la pauvreté. Celle-ci étant associée à une série d'approches précédentes telles que : l'initiative PPTE, la stratégie commune d'assistance-pays (SCAP), l'évaluation participative de la pauvreté (PEP), le plan d'action de lutte contre la pauvreté et le cadre de développement global (CDG) (ibid.).

Avant tout, le DSRP est un document décrivant la politique économique et sociale nationale d'un pays. Celle-ci étant axée sur un programme de réduction de la pauvreté et une approche participative dans l'élaboration de politiques (Banque mondiale, 2003, p.2). Outre l'identification de la nature, des sources et des incidences de la pauvreté dans le pays, un DSRP doit également détailler comment le pays va générer des ressources pour la réduction de la pauvreté, y compris les plans de restructuration de l'économie en conséquence, ainsi que la manière dont les ressources générées, y compris celles provenant du financement concessionnel et de l'allègement de la dette seront utilisés pour atténuer la pauvreté et atteindre les autres objectifs de développement qui y sont définis (Ibid., p.4). Les stratégies présentées dans un DSRP devraient ainsi se concentrer sur les résultats et les effets bénéfiques aux pauvres, y compris à long terme, et intégrer la multidimensionnalité de la pauvreté (Guimarães et Avendaño, 2010, p.320). Le manque d'engagement local ayant été identifié comme un obstacle majeur à la mise en œuvre réussie des programmes soutenus par les IFI, les DSRP devraient donc être formulés par le pays bénéficiaire (Booth, 2005, p.1). Le gouvernement national prendrait l'initiative, mais le DSRP devrait également être élaboré en collaboration avec un éventail de parties prenantes nationales y compris des partis d'opposition, des syndicats, des entreprises, des ONG, des institutions religieuses, ainsi que des donateurs internationaux (Fraser, 2005, p.317 ; Dijkstra et Komives, 2009 p.3).

Comme indiqué dans le cadre de développement global des IFI, l'appropriation par les pays, une large participation et des partenariats ont été vantés comme les principes fondamentaux de l'approche DSRP (Peet, 2009, p.145-147). À la suite de la Conférence internationale de 2002 sur le financement du développement, l'approche DSRP est aussi devenue un cadre important à travers lequel d'autres donateurs ont organisé leur aide aux pays pauvres (Elkins et Feeny, 2014, p.230). Cette dernière a été renommée Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (ibid., p.110). Outre l'accès à l'allègement de la dette et aux prêts concessionnels, la mise en œuvre du DSRP a entraîné la perspective d'une aide bilatérale accrue, y compris sous forme d'appui budgétaire (Elkins et al., 2018, p.382). Par ailleurs, les DSRP

offrirait aux pays pauvres « une occasion unique de poursuivre une stratégie de développement nationale intégrée, ce qui manquait depuis la fin des années 70 et le début des années 80, lorsque ces pays se sont lancés dans des réformes axées sur le marché » (Gottschalk, 2005, p.440). Les stratégies de développement sont également devenues un vecteur important pour atteindre les OMD et les ODD (Elkins et al., 2018, p.378-379).

Dans la littérature, l'approche DSRP a suscité beaucoup d'intérêt tant en ce qui concerne son processus d'élaboration, que pour son contenu, ses implications en termes de relations internationales et ses performances. Dans cette partie, nous aborderons uniquement ce qui a trait au processus d'élaboration des DSRP, leur contenu et implications sur les relations internationales. Les performances seront abordées dans la revue de littérature de la partie pratique (III) de notre mémoire.

3-1 L'élaboration des DSRP

Tel qu'évoqué plus tôt, le principe clé de l'approche DSRP est le pilotage par et pour le pays bénéficiaire, sur la base d'une participation à grande échelle de la majorité des acteurs possibles au sein du pays. Cela renforcerait ainsi la légitimité des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Partant de cela, le FMI (2000, p.14) a reconnu que l'accent mis sur l'appropriation et la participation au processus DSRP « faciliterait la création d'un soutien politique national pour le programme, car il est susceptible d'être considéré, au moins en partie, comme un produit autochtone, plutôt que comme un imposition étrangère ». Néanmoins, plusieurs chercheurs ont contesté l'approche participative (voir Craig et Porter, 2003; Brown, 2004; Fraser, 2005; Rückert, 2009; Dutta et Rastogi, 2016), soutenant que : dans la pratique, cette approche sert simplement d'instrument pour diffuser les connaissances fondées sur le marché concernant la réduction de la pauvreté et le développement. Ces connaissances étant présentées comme « universelles et techniques », ce qui rationaliserait l'imposition de politiques et d'objectifs de performance définis ailleurs (Rückert, 2009; Dutta et Rastogi, 2016). En conséquence, la participation

dirigée par les IFI est comprise comme une technique de contrôle social et politique qui cherche à approfondir l'hégémonie du néolibéralisme. Tel que soutenu par Rückert (2009, p.68) : « Grâce à des exercices participatifs, la Banque mondiale pénètre profondément dans le tissu culturel des sociétés des pays en développement, dans le but ultime de produire sujets néolibéraux complices ».

De plus, McGee, Levene et Hughes (2002) ont examiné la participation au processus DSRP en ASS et ont constaté qu'il reposait la plupart du temps, sur des procédures de consultation mal conçues, précipitées, exclusives et mal organisées. Ils ont également constaté que les informations essentielles n'étaient souvent pas fournies aux participants, un temps insuffisant leur avait été accordé pour analyser les projets avant de les commenter, et il y avait un manque de transparence dans la sélection de ces participants.

S'agissant du contenu des DSRP, bon nombre de chercheurs s'y sont intéressés, certains ayant porté de vives critiques quant à la non-rupture des politiques au consensus de Washington. 30 DSRP de première génération ont été analysés par Stewart et Wang (2003 ; 2005). Ces derniers ont trouvé que non seulement il y avait une uniformité remarquable entre les DSRP, mais aussi qu'aucune rupture significative avec le consensus de Washington ne s'était produite : de nombreuses stratégies mettaient l'accent sur la bonne gouvernance, y compris des mesures pour lutter contre la corruption et accroître la transparence et la responsabilité publique. La plupart des DSRP approuvaient également la poursuite de la privatisation des entreprises publiques et la libéralisation du commerce, des comptes de capital, du secteur bancaire, des taux de change et des taux d'intérêt ; ainsi que des politiques monétaires et budgétaires de contraction pour maintenir l'inflation et les déficits sous contrôle (ibid., p.462-467). Ils ont aussi fait valoir que la section macroéconomique des DSRP semblait souvent détachée ou même en contradiction avec la section d'analyse de la pauvreté (Stewart et Wang, 2005, p.467). Cette remarque va dans le même sens qu'un rapport de 2005 du Projet du Millénaire des Nations Unies qui critique les DSRP pour avoir laissé les cadres macroéconomiques préétablis et les plafonds budgétaires dicter, et ainsi limiter, les progrès des

OMD, plutôt que de laisser ces politiques être dictées par les exigences nécessaires pour répondre aux OMD (UN Millennium Project, 2005, p.58-61). Gottschalk (2005, p.440) quant à lui a remarqué, en analysant le contenu transnational de 15 DSRP d'un point de vue des stratégies macroéconomiques, qu'il y a « un accord fort parmi les DSRP selon lequel **une croissance à large assise devrait être au centre d'une stratégie de développement** ». Cependant, il a également constaté que les stratégies en question ne « soutenaient pas vraiment la croissance économique et la réduction de la pauvreté de manière directe et claire » : L'accent était toujours mis sur la stabilité macroéconomique, les politiques budgétaires et monétaires manquant de flexibilité nécessaire pour faire face aux chocs exogènes (comme une baisse soudaine de la demande d'exportations d'un pays) et laissant peu de marge de manœuvre aux gouvernements pour sortir des ralentissements (ibid.). Dans une autre analyse des contenus de 50 DSRP, Sumner (2006) a confirmé la pensée selon laquelle les DSRP préconisaient généralement des politiques fiscales et monétaires strictes. La privatisation était une autre politique préconisée dans la grande majorité des DSRP qu'il a étudié, tandis que la libéralisation du commerce, de l'agriculture, des comptes de capital et des Investissements Directs Étrangers (IDE) étaient des caractéristiques un peu moins courantes des stratégies, en particulier dans les PPTE africains (Sumner, 2006, p.1406-1411). Il a conclu que les DSRP avaient fait des progrès par rapport au consensus de Washington, mais que très peu de politiques du DSRP pouvaient être qualifiées de « non orthodoxes » (ibid., p.1408). Une étude de 22 DSRP basée sur leur alignement aux OMD a été réalisée par Fukuda-Parr (2010, p.33). Il en est ressorti que l'engagement à atteindre les OMD était sélectif et que la majorité des DSRP manquaient de stratégies de croissance à large assise et d'investissement en faveur des pauvres dans les infrastructures sociales. Au lieu de cela, les DSRP reflétaient une hypothèse selon laquelle les « retombées » permettraient d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté du programme des OMD ».

Nonobstant les critiques à propos du contenu des DSRP, certains auteurs y ont trouvé des aspects positifs. Notamment, Elkins et Feeny (2014) dans leur analyse (la plus complète à ce jour) de 81 DSRP en

fonction de leur alignement global sur le consensus de Washington, le consensus post-Washington et le consensus de New York. Leurs résultats suggèrent que les politiques du DSRP étaient en fait marquées par une certaine diversité, que les DSRP des pays les plus pauvres étaient généralement moins alignés sur le consensus de Washington, qu'un abandon de l'orthodoxie néolibérale s'est produit, surtout après 2004. Ils interprètent leurs résultats comme une preuve claire que l'engagement OMD a réussi à faire évoluer les politiques du processus DSRP vers la réalisation des OMD (2014, p.243). Dans une analyse distincte mais similaire de 87 DSRP, Elkins (2014) a également trouvé des preuves qu'un « programme de protection sociale » comprenant des politiques et des programmes visant directement à lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité était clairement exprimé dans de nombreux DSRP. Cela était particulièrement vrai dans les pays plus riches et plus ethniquement homogènes (ibid.).

3-2 Les implications de l'approche DSRP sur les relations internationales

Ces dernières années, les DSRP sont devenus le point central d'une grande partie du dialogue politique et des négociations sur le financement officiel du développement entre les pays à faible revenu, et les IFI bilatérales et multilatérales (Tan, 2011).

Pour certains, l'approche DSRP n'a été qu'un effort de relations publiques pour permettre aux IFI d'échapper aux critiques et de se re-légitimer ainsi que leur programme de réforme controversé devant le tribunal de l'opinion publique (Guimarães et Avendaño, 2010; Saeed et al., 2015). Pourtant, alors que l'apparente survie du consensus de Washington a été interprétée comme une preuve du manque d'appropriation nationale (Stewart et Wang, 2003), d'autres ont soutenu que certains gouvernements du Sud en sont venus à internaliser la vision du monde des donateurs, les transformant en « régimes de post-conditionnalité » (Harrison, 2001). Il a également été souligné que, même s'il existait un engagement en faveur d'un programme de développement radicalement différent, l'approche DSRP était par sa nature même incapable de surmonter (et peut même avoir sapé les efforts) les obstacles extranationaux à la

réduction de la pauvreté (Tan, 2011). Par exemple, la néo libéralisation dans le cadre des PAS a rendu les pays plus vulnérables aux caprices des marchés mondiaux et au pouvoir des sociétés transnationales. Cela a, à son tour, presque certainement affecté le contenu des DSRP. Prashad (2014) soutient également que les concepts problématisés par le projet DSRP, à savoir : la réduction de la pauvreté, la participation et l'appropriation nationale, sont constitués comme de nouveaux domaines de régulation par la dynamique du pouvoir et l'influence qui sous-tendent la formulation de cette initiative. Cela aurait des répercussions au-delà de la politique et l'incorporation de l'opposition pour englober un éventail beaucoup plus large de causes et effets, incluant la production et la diffusion de discours sur le « développement » et les constructions de la « pauvreté ».

À bien des égards, l'initiative de stratégie de réduction de la pauvreté a permis aux IFI de corriger certaines de leurs erreurs passées et de signaler un changement de priorités, comme l'illustre l'accent mis sur la lutte contre la pauvreté. La Banque mondiale a même adopté le slogan « Travailler pour un monde sans pauvreté ». Plusieurs auteurs conviennent que l'approche DSRP représentait un pas dans la bonne direction, mais qu'elle n'allait pas assez loin (voir par exemple Booth, 2003; Driscoll et Evans, 2005; Gottschalk, 2005; Cheru, 2006; Mouelhi et Rückert, 2007) car, les IFI ont continué d'exercer une influence « en coulisses » sur les DSRP. La participation ressemblerait souvent davantage à une consultation, et les principales parties prenantes telles que les syndicats ayant parfois été totalement exclues du processus (Oxfam, 2004, 1; Stewart et Wang, 2005, p.456-457). De plus, alors que la formulation des stratégies était dans certains cas caractérisée par un degré élevé d'appropriation nationale, il pouvait y avoir une certaine distance entre ce qui avait été élaboré sur papier et la mise en œuvre réelle (Booth, 2003, p.157; Dijkstra, 2005; Dijkstra et Komives, 2009, p.18). Dans les cas où l'appropriation était effectivement forte, le fait qu'une série d'acteurs différents étaient censés participer à la formulation a peut-être eu pour effet d'affaiblir la légitimité des gouvernements en place (Stewart et Wang, 2003, p.27).

Dans la troisième partie de ce document, nous tenterons d'apporter des évidences empiriques concernant l'approche DSRP en ASS, à travers une analyse quantitative des informations relatives aux pays de cette région.

III- Étude de l'impact des stratégies de réduction de la pauvreté sur les conditions de vie autodéclarées des populations de l'Afrique Subsaharienne

1- Cadre théorique

1-1 La lutte contre la pauvreté au niveau international

En nous appuyant sur nos recherches, nous avons constaté que la lutte contre la pauvreté sur le plan international en tant qu'enjeu prioritaire n'a pas fait suite à des revendications de la société civile, ni à l'observation d'une tendance négative de la pauvreté dans le monde. Car les résultats présentés par les OI nous démontrent qu'il y a toujours eu augmentation du revenu mondial et diminution de l'incidence de la pauvreté. En 50 ans, le revenu moyen réel par habitant a triplé et les taux de pauvreté dans la grande majorité des pays n'ont cessé de s'améliorer. (Confère statistiques de la Banque Mondiale : Banque Mondiale, s.d). Peñafiel (2000) dans son analyse du discours de la Banque Mondiale, nous démontre que l'émergence du mot « pauvre » serait un « *évènement discursif structurant* » du jargon politique international ayant des effets politiques se répandant de la scène internationale, vers des scènes nationales et locales. Ces derniers venant entrer en contradiction avec d'anciens jargons politiques, c'est-à-dire avec les formes de se représenter le politique et d'agir à travers lui. Dans le même ordre d'idée, Hillenkamp et Servet (2012) déclarent que : « Le lien entre pauvreté ou, plus exactement lutte contre la pauvreté et relations internationales, pour ce qui est des origines mêmes des politiques de développement, a été principalement médiatisé à partir du célèbre point 4 du discours d'investiture du président Harry S. Truman qui le 20 janvier 1949 a justifié pour la première fois au niveau officiel les politiques d'aides

économiques et financières comme alternatives aux relations coloniales entretenues par les pays européens... ».

En effet, dans les années 1970 et 1980, la lutte contre la pauvreté était organisée autour du thème de « développement », tandis qu'à partir de 1990 les politiques de développement devinrent des modalités de lutte contre la pauvreté (Campbell, 2005). L'un des tournants des années 1990 est aussi la prise de conscience généralisée des OI que la pauvreté ne peut se réduire à sa dimension monétaire, c'est-à-dire à un niveau insuffisant de revenu (BIM, 2002). De plus, le concept d'exclusion sociale s'est élargi à cette même période, au point que l'on désigne désormais par « exclus » « des groupes entiers de personnes qui se trouvent partiellement ou totalement en dehors du champ d'application effectif des droits de l'homme » (Strobel, 1996). Cette approche⁷ de définition de la pauvreté préconise alors que certaines personnes peuvent être pauvres, bien qu'elles aient un revenu suffisant ou des moyens de survie suffisants, si elles sont entièrement ou partiellement exclues d'une pleine participation à la société dans laquelle elles vivent. On retrouve dans la littérature sur la question des avis selon lesquels, l'exclusion sociale serait quelque chose comme une image plus globale de la pauvreté. Les Nations Unies considèrent cette approche dans les explications et la résolution de la pauvreté axées sur les droits humains notamment par la définition en 2015 des ODD à l'horizon 2030 ayant succédé aux OMD (Diez, communication personnelle, 2016).

Au fil du temps, on est passé d'une considération purement financière de la pauvreté à l'inclusion des facteurs aussi bien sociaux qu'environnementaux. Il y a donc eu une évolution progressive de la question de lutte contre la pauvreté à la question de développement (Campbell, 2005). Cela a aussi poussé les chercheurs à reconnaître de plus en plus l'importance de regarder au-delà de la pauvreté monétaire, d'où la croissance considérable du nombre d'études aussi bien théoriques qu'empiriques sur les dimensions

⁷ Cette approche peut aussi être appelée « approche du développement humain »

non monétaires de la pauvreté. Le paradigme actuel considère alors la pauvreté comme un problème multidimensionnel. Cela est dû en partie à l'énergie donnée par l'approche du développement humain et aux écrits de Sen en 1987, 1992 et 1999 (sur les standards de vie, les inégalités réexaminées et le développement comme liberté) et d'autres (par exemple Muellbauer, 1987 qui soutient la théorie de Sen sur les standards de vie) sur l'importance éthique de l'extension des différentes capacités. Cela est également dû à la grande disponibilité de meilleures données, qui fait que de meilleures mesures de la pauvreté sont en demande, car pour réduire efficacement la pauvreté, il faut analyser les interconnexions entre les différents types de privations qui maintiennent les pauvres dans la pauvreté (Deuneulin, 2009). Pour ces raisons, certains auteurs ont effectué des analyses des performances des DSRP tout en prenant en considération les différentes dimensions de la pauvreté.

1-2 Les performances des DSRP en termes d'éradication de la pauvreté

Il y a très peu de littérature en ce qui concerne l'analyse des impacts des DSRP sur la pauvreté. Peu de recherches quantitatives ont été menées pour mesurer les effets des DSRP sur la réduction de la pauvreté. Nous pensons dans le cas de l'ASS, que cela pourrait être dû au manque de disponibilité et de fiabilité des données (voir Young, 2010 ; Henderson et al., 2008).

Étant donné la différence entre les DSRP des pays, la Banque Mondiale a soutenu qu'il y aurait des divergences significatives dans les progrès réalisés par les pays qui implémentent et ceux qui ne le font pas (Marshall et Walters, 2011, p.4). Faisant suite à cette assertion, un certain nombre d'organes d'évaluation externes de la Banque Mondiale et du FMI ont publié en 2004, un rapport comprenant des évaluations transnationales des progrès réalisés après la mise en œuvre du DSRP (voir IEO, 2004, chapitre 6 ; OED, 2004, chapitre 3). En premier lieu, un rapport du Bureau indépendant des évaluations (IEO) présentait les progrès accomplis par les pays ayant un DSRP par rapport aux pays n'ayant pas un, sur la base d'un certain nombre d'indicateurs macroéconomiques tels que : la croissance

économique et les termes de l'échange pour la période 2000-2002 (IEO, 2004, pp.79-81). Les auteurs du rapport ont également comparé les données à celles de 1997-1999 soit la période d'avant la mise en œuvre des DSRP. Les résultats ont été mitigés, et comme les auteurs n'ont pas pris en compte d'autres facteurs potentiels pouvant expliquer les changements observés, toute association apparente avec la mise en œuvre du DSRP pouvait très bien être erronée. Compte tenu de la durée limitée, il était également discutable sur une base théorique que des changements aient pu être causés par la mise en œuvre du DSRP. Enfin, il faut noter qu'aucun des indicateurs utilisés n'était directement lié à la pauvreté.

Le rapport du Département de l'évaluation des opérations (OED) quant à lui, comprenait quand même une brève évaluation des progrès réalisés par les pays implémentant un DSRP, par rapport aux indicateurs des OMD disponibles (OED, 2004, pp.33-34), mais cette évaluation était limitée aux 12 pays qui avaient à l'époque publié des rapports de progrès annuels. Plus important encore, leurs progrès n'ont pas été comparés à ceux des pays n'ayant pas mis en œuvre le DSRP, et en effet, les auteurs soulignent qu'« il y a clairement des problèmes pour attribuer les progrès au cours de la période à l'introduction de l'Initiative DSRP en raison de l'absence d'un contrefactuel. En outre, le DSRP a été introduit à des moments différents dans chacun de ces pays » (ibid., p.34). Le manque considérable de données, combiné avec encore une fois, le court laps de temps créent des problèmes supplémentaires qui limitent encore davantage ce qui peut être conclu à partir des résultats.

Dans une étude non publiée, Bezemer et Eggen (2007; 2008, p.24) ont également tenté de déterminer si la mise en œuvre des DSRP augmente les progrès vers les OMD. Contrairement aux rapports susmentionnés, ils ont utilisé des régressions de données de panel pour ce faire. Cependant, en raison du manque de données, les auteurs n'ont pu estimer l'effet que sur quatre indicateurs. Leurs résultats ont aussi été mitigés : la mise en œuvre du DSRP s'est avérée positivement associée à une vaccination et une scolarisation plus élevées, mais pas à une mortalité et un analphabétisme plus faibles. Au moment de leur étude, les DSRP étaient mis en œuvre depuis cinq ou six ans. Les auteurs ont reconnu que la courte

période de mise en œuvre était problématique, mais ont défendu leur étude en faisant valoir que les DSRP devraient progresser dans quelques années (Bezemer et Eggen, 2008, p.3). Ce qui est plus problématique, cependant, est le contrefactuel utilisé pour estimer les progrès, car, les auteurs ont limité leur population aux pays à faible revenu, et plusieurs d'entre eux ont mis en œuvre des DSRP, il n'y avait plus assez de pays pour constituer un groupe témoin. Au lieu de cela, Bezemer et Eggen ont comparé les valeurs moyennes des indicateurs des OMD disponibles entre 1990-1999 et 2000-2005. Un problème important avec cette approche est que de nombreux pays à faible revenu mettaient en œuvre des programmes similaires dans les années 90, à savoir les PAS. Les auteurs n'ont fait aucun effort pour contrôler l'influence de ces programmes, d'ailleurs ils ne les ont pas du tout mentionnés.

Dans une analyse distincte, qui fait également partie de leur article, Bezemer et Eggen (2007; 2008) ont évalué la vitesse de mise en œuvre, la durée et la conception de plusieurs DSRP, afin d'estimer l'effet de ces aspects sur les indicateurs des OMD. Ils ont constaté qu'un DSRP qui comprend « une meilleure qualité des objectifs et des indicateurs était significativement associé à plus de progrès dans l'amélioration des taux d'achèvement scolaire, mais aussi à une moindre progression des taux de scolarisation » (Bezemer et Eggen, 2007, p.19). Pendant ce temps, des « actions politiques concrètes » mieux formulées étaient associées à des taux de mortalité infantile et des moins de cinq ans plus faibles. Enfin, une progression plus rapide des DSRP intérimaires au DSRP complet était associée à des taux plus faibles de vaccination contre la rougeole et des taux de mortalité infantile plus élevés (ibid.). Il convient toutefois de noter que les mesures utilisées pour la « qualité des cibles et des indicateurs » étaient basées sur une évaluation de la Banque Mondiale qui ne couvre que le développement rural. De plus, on peut se demander si le nombre de mois entre un DSRP intérimaire et un DSRP complet pourrait vraiment être considéré comme une approximation de l'étendue du dialogue interne et de l'appropriation, comme les auteurs l'ont suggéré (ibid., p.16).

Dans une analyse de régression de données de panel similaire et non publiée, Marshall et Walters (2011) ont étudié la relation entre la mise en œuvre du DSRP et les taux de pauvreté monétaire en contrôlant le niveau de développement économique et les inégalités. Ils ont également estimé si l'effet principal était conditionné par une croissance économique croissante et une diminution des inégalités. Pour mener leur analyse, Marshall et Walters ont effectué des régressions avec des modèles à première différence et à effets fixes bidirectionnels. Leur groupe de contrôle était constitué d'observations des pays qui ne mettaient pas en œuvre les DSRP la même période, de 2000 à 2014. Ils ont utilisé un score de propension correspondant à 25 pour créer un échantillon plus homogène de pays. Marshall et Walters ont trouvé des preuves que la mise en œuvre des DSRP était significativement associée à la réduction de la pauvreté, mais seulement lorsque la pauvreté était opérationnalisée en tant que pourcentage d'une population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour. Lorsque le seuil de pauvreté national de chaque pays a été utilisé, les résultats n'étaient statistiquement significatifs à aucun niveau. L'effet estimé de la mise en œuvre du DSRP sur la pauvreté selon le seuil international de pauvreté, semble avoir été quelque peu conditionné à l'augmentation de la croissance économique, mais pas à la diminution des inégalités. À partir de là, les auteurs ont conclu qu'« il est possible d'interpréter les DSRP comme des stratégies de croissance remodelées, mais à base étroite ». Puisque, malgré la direction positive de la croissance économique, elle est associée à une faible notion de croissance inclusive. Bien que cette croissance profite aussi aux plus démunis, les plus aisés en bénéficient davantage, ce qui fait croître les inégalités. (Marshall et Walters 2011, p.29).

En plus de celles susmentionnées, nous avons trouvé dans nos recherches deux autres évaluations de la performance des DSRP, ayant des aspects assez similaires. Tout d'abord, celle de Elkins, Feeny et Prentice (2018) qui a été publiée dans une revue académique à comité de lecture ; puis, celle de Bohlers (2019) dans le cadre d'une thèse en études internationales à l'université de Gothenburg. L'article de Elkins, Feeny et Prentice (2018) semble assez similaire à celui de Bezemer et Eggen en ce qu'il cherche

également à estimer l'effet de la mise en œuvre des DSRP sur les progrès vers les OMD. Mais, contrairement à Bezemer et Eggen, et comme Marshall et Waters, Elkins et al. utilisent un groupe témoin de pays de la même année et utilisent un score de propension pour les échantillonner. Ils effectuent également une analyse de régression des données de panel, couvrant les observations entre 1999 et 2014, et leurs modèles incluent des effets fixes bidirectionnels. Elkins et al. reconnaissent que « l'établissement d'un DSRP fait généralement partie d'un vaste processus de réforme qui peut inclure un allègement de la dette envers la communauté internationale ainsi qu'une aide étrangère supplémentaire » (2018, p.382), mais ils ne tiennent pas compte de ces variables. Au lieu de cela, ils contrôlent l'effet des trois variables suivantes : PIB par habitant, dépenses de santé et gouvernance. La variable « gouvernance » est une version indexée des six dimensions des Indicateurs mondiaux de gouvernance (WGI). Compte tenu de l'éventail des phénomènes capturés par ces six dimensions, il est contestable que cette variable exprime des actions de bonnes ou de mauvaises gouvernances. En fait, son effet estimé n'est statistiquement significatif que pour un seul indicateur (mortalité maternelle, à un seuil de 90 %). Faisant écho à Marshall et Walters (2011), Elkins et al. ont constaté que la mise en œuvre des DSRP était positivement associée à une réduction de la pauvreté selon le seuil international de pauvreté. En outre, ils ont trouvé des associations positives avec une réduction de la mortalité infantile, une amélioration de la scolarisation primaire et la parité entre les sexes. Les auteurs interprètent cela comme une preuve suggérant que « les DSRP devraient continuer comme mécanisme pour opérationnaliser » les ODD (Elkins et al., 2018, p.388).

L'étude de Bohlens (2019) quant à elle portait sur l'estimation de la relation entre la mise en œuvre des DSRP et la pauvreté multidimensionnelle (mesurée par les quatre premiers ODD se rapportant directement à la lutte contre la pauvreté). Elle couvrait 103 pays pauvres non fragiles, sur une période de 17 ans (entre 2000 et 2016). L'auteur a considéré un groupe de traitement (pays mettant en œuvre le DSRP) et un groupe de contrôle (pays ne mettant pas en œuvre le DSRP sur la même période). Il a

effectué une analyse de régression de données de panel en utilisant la méthode « difference-in-difference », incluant les « effets fixes » liés aux pays, ainsi que ceux liés au temps. Ses résultats démontrent qu'au départ, avant l'ajout des effets fixes, les modèles utilisés indiquaient que la pauvreté multidimensionnelle augmentait lorsque les pays pauvres mettaient en œuvre les DSRP. Cependant, lorsqu'il a contrôlé les différences entre les pays (effets fixes), le signe du coefficient a changé de direction dans tous les modèles. Cela suggérait que, la mise en œuvre du DSRP a effectivement conduit à une réduction de la pauvreté. Il a également trouvé que, la mise en œuvre réussie du DSRP semblait initialement avoir été quelque peu conditionnée à un PIB par habitant plus élevé. Moins de mères étaient décédées à cause des grossesses lorsque les pays mettaient en œuvre les DSRP même si le PIB par habitant avait diminué. En bout de ligne, l'auteur conclut que : « la mise en œuvre du DSRP a réduit la sous-alimentation mais accru la pauvreté (monétaire) dans les pays pauvres » (Bohlers, 2019).

En somme, malgré les avis mitigés des auteurs, nous pouvons dire sur la base de la littérature existante que la mise en œuvre des DSRP a permis des améliorations au niveau de certains indicateurs de la pauvreté multidimensionnelle. La plupart des analyses faites en sont d'ailleurs arrivées à la conclusion que les DSRP ont un effet positif sur la réduction de la pauvreté. Cependant, il faudrait remarquer que la quasi-totalité des recherches effectuées jusque-là portait sur des données agrégées au niveau des pays (macro-données), ainsi que sur des indicateurs définis par les OI. Avec une approche différente, l'étude que nous entreprenons dans le cadre de cette recherche tentera d'apporter un aspect novateur dans la littérature existante. En effet, nous nous servirons des données directement collectées auprès des individus (micro-données), et notre variable dépendante sera matérialisée par « les conditions de vie autodéclarées par les individus », et non par des mesures de pauvreté établies au niveau des OI. De plus, nous avons trouvé une manière de considérer jusqu'à 7 indicateurs « objectifs » pouvant permettre de mesurer la pauvreté multidimensionnelle dont peuvent souffrir les personnes.

2- Données et méthodologie

2-1 Données

Pour mener à bien cette recherche, nous utiliserons trois sources de données :

1. Les données issues des enquêtes sur la qualité de la démocratie et la gouvernance au sein de 36 pays africains (dont 33 sont de l'Afrique Subsaharienne) réalisées par Afrobaromètre entre 2002 et 2018 (round 2 à round 7).

Afrobaromètre se positionne comme leader mondial dans les projets de recherche sur les questions qui affectent les hommes et les femmes ordinaires d'Afrique (Afrobarometer, s.d(a)). L'âge des enquêtés est de 18 ans ou plus. L'unité d'échantillonnage c'est le ménage. À la base, chaque ménage a été choisi aléatoirement, puis il s'en est suivi un schéma de marche utilisant un intervalle de 5/10.

Ce sont des données de pseudo-panel, puisqu'il s'agit d'un regroupement de données individuelles d'enquêtes indépendantes comparables effectuées en différentes périodes de temps, sur la même population de référence et selon la même méthodologie. Elles nous procurent donc divers avantages comme la réduction des problèmes de valeurs nulles et d'erreurs sur les variables. Ces problèmes étant souvent causés par la sortie de certains individus du panel ou leur refus de répondre au fur et à mesure que le temps passe, par le rééchantillonnage systématique des individus dans les mêmes cohortes d'enquête (T. Magnac, 2005). En outre, puisque ces données peuvent être construites pour des périodes plus longues, on peut analyser les processus d'ajustement lent pour estimer sur de longues périodes et comparer différentes unités d'observation (comme tel est le cas dans cette étude).

Les données regroupées de notre échantillon complet ont 425 004 observations. Les effectifs des pays d'Afrique Subsaharienne varie de 2 387 individus pour le plus petit à 10 789 individus pour le plus grand. (Les détails seront fournis en annexe 4).

2. Les données du PIB par tête en \$ constants de 2017, des pays de l’Afrique Subsaharienne faisant partie de notre échantillon.

Ces données sont tirées du site « World Development Indicators » de la Banque Mondiale et accessibles gratuitement (Banque Mondiale, s.d). Elles constitueront les modalités de notre variable « PIB ».

3. Les données sur la corruption par pays pendant la période étudiée.

Ces données sont issues de la base de données de Transparency International et également accessibles gratuitement (Transparency International, s.d).

4. Les données relatives à l’existence ou non d’une stratégie de réduction de la pauvreté⁸ dans les pays concernés par notre étude, pendant la période étudiée (2012 à 2018).

Nous avons recueilli ces données à l’aide du site du Fonds Monétaire International (FMI) qui regroupe les différents Documents de Stratégie pour la Réduction de la pauvreté (DSRP) de chaque pays (International Monetary fund, s. d). Nous avons aussi effectué une recherche supplémentaire sur Google et Google Scholar afin de compléter les informations issues du site du FMI. Ces données seront utilisées comme modalités de notre « variable d’effet de la politique » ou variable explicative (indépendante) principale : « PRS⁹ ».

2-2 Méthodologie

Nous allons utiliser l’estimateur du modèle de probabilité linéaire à effets fixes. Cette méthode nous semble appropriée car elle nous permet d’inclure les variables indicatrices temporelles, et les paramètres de nuisance (ou variables des effets individuels) dans le modèle. Cela nous procure l’avantage de ne pas voir tous les coefficients estimés être biaisés par l’oubli de telles variables, étant donné que les chocs

⁸ Annexe 5

⁹ Poverty Reduction Strategy/Stratégie de Réduction de la Pauvreté

agrégés, sources d'hétérogénéité sont en général très significatifs (T. Magnac, 2005). Ce modèle peut cependant révéler d'étranges résultats de probabilités difficiles à interpréter, du fait de la linéarité (probabilités inférieures à 0 ou supérieures à 1). Cependant, les autres alternatives à ce modèle qui sont des modèles non linéaires (logit, probit, etc.) ne nous permettent pas d'inclure les effets fixes des pays et temporels car elles posent plusieurs problèmes statistiques. Le principal problème étant que : le nombre de groupes tend vers l'infini, ce qui fait augmenter le nombre de paramètres dans les mêmes proportions, rendant ainsi les estimations non significatives.

Notre modèle de régression principal est donc de la forme :

$$SRLC_{ict+1\ round} = \beta_0 + \beta_1 PRS_{ct} + \beta_2 PIB_{ct} + \beta_3 Corruption1_{ct} + \beta_4 UrbRur_{ict} + \beta_5 conflict_{ict} + Education - cat_{ict} + Employment - Status_{it} + Dimensions_cat_{ict} + \alpha_i + \lambda_t + E_{it}$$

Avec :

$i = 1, \dots, n$ les indices des individus

$c = 1, \dots, n$ les indices des pays

$t = 1, \dots, T$ les indices des dates

L'effet fixe temporel λt (datet) mesure les variables omises identiques pour les différents individus mais variant avec le temps. Il contrôle les facteurs qui modifient les conditions de vie auto-déclarées au fil du temps mais sont communs à tous les individus. Les paramètres α_i (Countryi) sont dits paramètres de nuisance par opposition aux paramètres d'intérêt β , car ils nuisent à l'estimation directe des β . Ils varient selon les pays mais restent constants dans le temps. E_{it} est le facteur résiduel, il représente l'erreur dans l'estimation de notre variable dépendante. Il contient les facteurs autres que nos variables indépendantes qui pourraient avoir un impact sur notre variable dépendante.

La variable dépendante (SRLC), a été créée en tant que variable numérique égale à 1 si le répondant a déclaré vivre dans d'assez bonnes ou des très bonnes conditions et 0 autrement. Il s'agit d'une estimation

subjective de la pauvreté en conditions de vie (variable de bien-être subjectif) des individus vivant en Afrique Subsaharienne. Les répondants ont fourni des réponses à la question : « comment décririez-vous vos conditions de vie actuelles ? » [Notre traduction]. Nous partons de l’assertion de Ravallion (2010), selon laquelle, toute définition de la pauvreté devrait être largement acceptée dans le contexte spécifique dans lequel elle est utilisée. Le seuil de pauvreté absolue¹⁰ semble plus adéquat pour mesurer la pauvreté dans les pays pauvres que dans les pays riches, c’est pourquoi nous préférons utiliser cette variable pour mesurer la pauvreté dans les contextes propres à chaque individu. Un certain nombre d’auteurs utilisent d’ailleurs cette variable de bien être subjectif corrélée aux caractéristiques des ménages (sexe, âge, revenu, éducation, statut d’emploi, autres dimensions de la pauvreté ...), afin de mesurer la pauvreté dans des contextes précis (voir par exemple Ravallion et Lokshin (2001; 2002; 2010); Graham et Pettinato (2002); Senik (2004); Luttmer (2005); Ferrer-i-Carbonell (2005); Herrera et al. (2006); Bishop et Luo (2006); Kingdon et Knight (2006, 2007); Fafchamps et Shilpi (2009); Knight et Gunatilaka (2010); Castilla (2010)). C’est ce qui justifie également le fait que nous ayons inclus dans notre modèle la variable « dimensions » détaillée plus bas. En outre, nous nous attendons à ce que les effets des stratégies de réduction de la pauvreté soient différés, c’est pourquoi nous allons aussi considérer la variable dépendante « SRLC + 1 round » décalant ainsi la période de traitement de 3 ans en moyenne.

La variable indépendante (PRS) est également une variable numérique égale à 1 si le pays implémente une stratégie de réduction de la pauvreté pendant une année donnée et 0 s’il n’en implémente aucune. Les réformes entreprises dans le cadre de la réduction de la pauvreté n’étant pas facilement réversibles après leur mise en œuvre, nous supposons ici que les effets des stratégies de réduction de la pauvreté durent toute la période de notre analyse (jusqu’en 2018) à partir du lancement de la première stratégie par un pays donné. Cependant, nous pensons qu’il est raisonnable de supposer qu’il y a un certain décalage entre la période de mise en œuvre et les effets, c’est pourquoi nous mesurerons aussi le temps

¹⁰ Vivre avec moins de 1,90\$ par jour.

de traitement par la période de mise œuvre de la stratégie plus 1 round d'enquête (soit 3 ans en moyenne) en modifiant notre variable dépendante. Il existe cependant quelques limitations inévitables à notre variable PRS. Tout d'abord, elle ne permet pas de saisir à quel point les PRS étaient alignés sur les différents paradigmes de développement, ensuite la mesure dans laquelle chaque stratégie peut être considérée comme « appropriée » dans le pays la mettant en œuvre, ou alors la mesure dans laquelle les politiques énoncées dans les PRS ont été pleinement et correctement mises en œuvre. Bien qu'il soit difficile d'imaginer une méthode fiable pour déterminer quantitativement l'appropriation nationale des PRS, l'alignement des paradigmes et la mise en œuvre complète/correcte auraient pu être déterminés en évaluant systématiquement chaque DSRP et chaque rapport annuel d'avancement publié pour les pays les mettant en œuvre. Une telle entreprise dépasse largement le cadre de notre projet de mémoire.

Les variables de contrôle

Dans le but d'éviter les biais dans l'estimation de notre paramètre d'intérêt β_1 , nous introduirons dans notre modèle des variables de contrôle qui sont les plus susceptibles d'expliquer des variations aussi bien de notre dépendante (SRLC) que de notre variable indépendante (SRLC).

La variable « PIB » représente le produit intérieur brut par habitant au sein d'un pays donné à une période de temps précise. Nous avons divisé les valeurs par 1 000 afin d'avoir une échelle comprenant uniquement les nombres de 1 à 2 chiffres dans notre régression, simplifiant ainsi l'analyse des résultats. Cette variable nous permet de contrôler la situation économique du pays, ce qui s'avère important car, à mesure que les pays s'enrichissent, leurs citoyens deviennent plus riches (moins de pauvres) et leurs gouvernements peuvent dépenser plus pour la réduction de la pauvreté (moins de pauvreté). Le PIB par habitant est le produit intérieur brut converti en dollars internationaux en utilisant les taux de parité du pouvoir d'achat. Un dollar international a le même pouvoir d'achat sur le PIB que le dollar américain aux États-Unis. Le PIB au prix d'achat est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs

résidents du pays plus les taxes sur les produits et moins les subventions non incluses dans la valeur des produits. Il est calculé sans déduire la dépréciation d'actifs fabriqués ou l'épuisement et la dégradation des ressources naturelles. Les données sont en dollars internationaux constants de 2017. (Banque Mondiale, s.d).

La variable « Corruption1 » a été créée en tant que variable numérique prenant la valeur 1 pour les pays avec un mauvais indice de perception de la corruption/niveau de corruption élevé (Indice de 0 à 30) et 0 pour les pays avec un bon indice de perception de la corruption/niveau de corruption faible ou moyen (Indice de plus de 30). Nous avons choisi le chiffre 30 car il représente la valeur moyenne dans la distribution des indices de perception de la corruption au sein de notre échantillon. L'échelle d'évaluation des indices retenue par Transparency International allant de 0 pour les pires indices à 100 pour les meilleurs (Transparency International, s.d). Nous effectuerons un test de robustesse de notre régression en considérant un seuil d'indice de perception de la corruption différent (indice de 0 à 40), dans le but de vérifier la fiabilité de cette variable dans nos estimations. La corruption est très importante à mesurer surtout dans le contexte de l'ASS où selon les classements internationaux, la plupart des pays ont les niveaux de corruption les plus élevés dans le monde. Ce fléau par lequel les ressources financières (déjà peu nombreuses) sont détournées à d'autres fins, empêche aux dirigeants de prendre des décisions éclairées tout en maintenant les populations dans la pauvreté.

La variable « Dimensions » est une variable composite représentant le nombre de dimensions objectives de pauvreté dans l'environnement du répondant (de 0 à 7) parmi : « school, police station, health clinic, market stalls, sewage system, electricity, water ». Par exemple, si le répondant a juste une clinique de santé dans son environnement, cette variable prendra la valeur de 1. Nous trouvons qu'il est important de la contrôler dans notre régression car la présence de ces infrastructures, facilités ou services dans un environnement détermine le niveau de pauvreté du pays et peut aussi impacter les conditions de vie autodéclarées par les individus, tel que nous l'avons expliqué plus tôt. Pour les régressions que nous

allons effectuer, nous utiliserons les catégories de dimensions afin de simplifier l'interprétation des résultats. Nous avons codifié la variable et obtenu les modalités suivantes : « **dimensions_cat** » : 1 = Low living conditions/Very poor (0,1,2) ; 2 = Middle living conditions (3,4,5) ; 3 = High living conditions (6,7).

Les catégories représentant le niveau d'éducation « **Education_cat** » et les catégories d'emploi rémunéré « **Employment_cat** » pourraient expliquer le fait qu'un pays s'aligne à une stratégie internationale de développement (par conséquent ait un programme de réduction de la pauvreté) et ainsi impacter la déclaration des conditions de vie. De même, la présence ou non d'un conflit « **Conflict** », peut expliquer le besoin de recourir à l'aide internationale (par conséquent avoir une PRS) et conditionner la façon dont les individus perçoivent leurs conditions de vie. L'explication est la même pour la variable « **UrbRur** » car il est communément admis que les réalités des zones urbaines sont différentes de celles des zones rurales. Alors, les zones rurales étant généralement plus pauvres, le niveau d'urbanisation d'un pays pourrait expliquer l'existence d'un programme de lutte contre la pauvreté (PRS) et aussi les conditions de vie autodéclarées des individus.

La description complète des variables est contenue en annexe 6.

Nous allons exclure de l'échantillon, les répondants dont le pays n'est pas de l'ASS (Algérie, Maroc, Tunisie et Égypte) et filtrer les personnes qui n'ont pas des réponses valides pour les variables que nous utiliserons.

Pour établir un lien de causalité entre deux variables, il est primordial d'analyser quatre obstacles qui pourraient empêcher de penser à un lien de cause à effet entre ces variables (Kellstedt et Whitten, 2018, chap.3). Cette analyse se fait en répondant aux questions suivantes (Ibid.) :

- **Existe-t-il un mécanisme causal crédible associant les PRS aux SRLC ?** Oui il y a un mécanisme causal crédible qui connecte les PRS aux SRLC car, l'implémentation des stratégies

de réduction de la pauvreté est supposée améliorer les conditions de vie des individus. En effet, la chaîne de causalité incluant les variables que nous analyserons ici est telle que : les stratégies internationales de développement nécessitent des programmes pour atteindre leurs objectifs. De plus, la plupart des programmes (dans notre cas il s'agit des PRS) essaient d'améliorer des éléments tels que l'état des routes, les centres de santé, la présence des écoles, les programmes de protection sociale, les subventions (par exemple école primaire sans frais) etc., cela devrait donc améliorer la variable des dimensions, ce qui devrait à son tour contribuer à améliorer les conditions de vie autodéclarées (SRLC).

- **Peut-on avoir la possibilité que ce soit les SRLC qui causent les PRS ?** De prime à bord, on pourrait penser à la possibilité selon laquelle les SRLC causent les PRS (en énonçant que les stratégies de réduction de la pauvreté sont mises sur pied suite à l'observation de l'augmentation de la pauvreté dans les pays – par conséquent mauvaises conditions de vie). Si plusieurs personnes déclarent vivre dans des mauvaises conditions, alors les stratégies de réduction de la pauvreté pourraient être mises en place. Cependant le processus d'élaboration des programmes de lutte contre la pauvreté (PRS), tel que présenté par Cling, Razafindrakoto et Roubaud (2004) ne tient pas compte des déclarations des individus ni des mouvements de la société civile. Il est d'ailleurs réservé aux pays ayant besoin d'aide ou de la réduction de leurs dettes. Par ailleurs, dans le contexte particulier des pays de l'ASS, la participation imposée comme condition au processus de l'établissement du DSRP n'est pas toujours effective (confère partie sur l'élaboration du DSRP).
- **Existe-t-il une covariation entre les deux variables ?** D'après les résultats de notre modèle de régression, le coefficient de la variable « PRS » et le R^2 sont différents de 0. Ce qui montre qu'il y a bien une covariation entre les deux variables. De plus, sur la base de la littérature que nous avons exploré sur le sujet, nous pouvons formuler l'hypothèse (H1) selon laquelle le coefficient

de variation de nos variables dépendante (SRLC) et indépendante principale (PRS) serait positif mais de faible ampleur, car l'existence des programmes de lutte contre la pauvreté ne se traduit pas forcément par une mise en œuvre et un suivi concrets et efficaces. Notre *hypothèse nulle H0 étant que : implémenter ou pas un DSRP n'a aucun impact sur les conditions de vie des personnes*, lorsqu'on contrôle un certain nombre d'autres facteurs importants contribuant à expliquer ces conditions de vie.

- **Existe-t-il d'autres variables (en dehors de celles contrôlées dans le modèle de régression) pouvant expliquer à la fois la variable dépendante et la variable indépendante ?** comme autre variable de confusion pouvant permettre d'expliquer les PRS et les conditions de vie auto-déclarées, nous pensons à la mauvaise gouvernance. Cependant, on pourrait dire que la mauvaise gouvernance est indirectement contrôlée par les variables « dimensions » et « corruption1 » qui reflètent les résultats des actions de bonne ou mauvaise gouvernance. De plus, cette variable décrirait des changements dans l'environnement et le biais engendré par son omission pourrait donc aussi être corrigé en partie par les effets temporels inclus dans le modèle de régression.

Après avoir répondu à ces questions, nous pensons qu'il est tout à fait raisonnable de parler d'un lien de cause à effet entre notre variable indépendante principale (PRS) et notre variable dépendante (SRLC). Néanmoins, nous tenons à préciser que notre modèle comporte certaines limites pouvant également causer des biais dans l'estimation des coefficients des variables. Les principales limites étant que :

- Le modèle suppose que l'effet des DRSP est le même tout au long de son existence dans un pays. Ce qui n'est probablement pas vrai car les effets peuvent être différents dépendamment des périodes de temps. Certains pays peuvent avoir des effets plus rapides que d'autres et ces effets peuvent impacter différemment les conditions de vie tout au long de cette période. Cette limite est en partie maîtrisée par le retardement de l'effet de la variable « SRLC » d'une ronde

d'enquête. De plus, le nombre limité de rondes d'enquête et la perte d'observations sont des coûts importants pour obtenir un modèle dynamique plus réaliste (par exemple avec une variable « SRLC + 2 rounds »). Par ailleurs, nos données couvrent une période assez grande allant quasiment du lancement de l'approche DSRP (2002) jusqu'à 16 ans plus tard (2018). Il y a donc à notre avis suffisamment de temps pour analyser les retombées des DSRP.

- Le modèle de régression a un contrefactuel relativement faible car, le groupe témoin dans chaque ronde d'enquête est très limité. Dans chaque ronde, très peu de pays n'ont pas implémenté de DSRP. Néanmoins, parmi les pays d'ASS que nous étudions, nous avons l'Afrique du Sud qui n'a pas implémentée de stratégie de réduction de la pauvreté d'envergure internationale/DSRP pendant toute la période analysée.

3- Présentation et analyse des résultats

3-1 Description statistique sommaire des données

Pour avoir les informations concernant notre variable dépendante (SRLC), Afrobaromètre a collecté les réponses à la question de savoir comment les répondants pourraient décrire leurs conditions de vie actuelles. Les réponses ont été telles que présentées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Statistiques descriptives de la variable dépendante

Pourcentages des individus ayant répondu sur leurs conditions de vie autodéclarées		
Réponses	Question	Pourcentages
1 : Very bad	How would you describe your own present living conditions?	20,8
2 : Fairly bad		27,8
3 : Neither good nor bad		19,0
4 : Fairly good		27,3
5 : Very good		5,1
Pourcentages de la variable dépendante SRLC		
1 : Fairly good or very good		32,4
0 : Otherwise		67,6

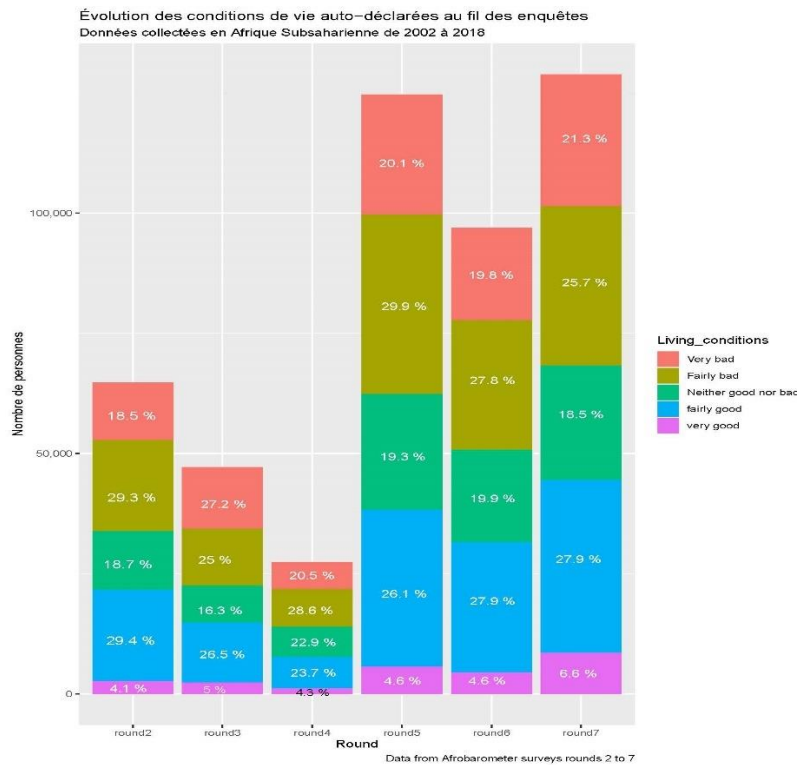
Source : calculs de l'auteure à partir des données d'Afrobaromètre (s.d(b)) round 2 à 7.

Nous effectuerons également un contrôle de robustesse en considérant une codification différente de notre variable dépendante. Nous aurons une variable SRLC1 pour laquelle, la valeur 1 est attribuée aux répondants ayant donné les réponses 1, 2 ou 3 et la valeur 0 autrement.

Le graphique suivant présente l'évolution des réponses au fil des enquêtes.

Graphique 5 : Évolution des conditions de vie autodéclarées au fil des enquêtes

Pour mettre en œuvre une enquête dans un pays donné, le réseau Afrobaromètre a fixé des conditions nécessaires et critères à respecter. Cela dépend de la disponibilité des fonds et de la capacité des citoyens d'exprimer ouvertement leur opinions (Afrobaromètre, s.d(c)). C'est ce qui explique les variations dans le nombre de pays où les enquêtes sont effectuées au fil des rondes.



Source : calculs de l'auteure à partir des données d'Afrobaromètre (s.d(b), round 2 à round 7)

Nous constatons en considérant l'échantillon complet que, pendant la durée des enquêtes, les répondants ont le plus souvent décrit leurs conditions de vie comme « 2 : assez mauvaises » (27,8 % en moyenne).

Dans les zones urbaines, la majorité des répondants ont estimé vivre dans d'« 4 : assez bonnes conditions » (29 % en moyenne), tandis que dans les zones rurales, la plupart estimaient plutôt vivre dans d'« assez mauvaises conditions » (29,3 % en moyenne). En répartissant les pays en deux groupes selon leur PIB par tête, nous avons trouvé que dans les 4 pays les plus riches de l'échantillon¹¹, les individus ont le plus qualifié leurs conditions de vies comme « 4 : assez bonnes » (30,7 % en moyenne) tandis que dans les pays les plus pauvres, la réponse la plus donnée au sujet des conditions était qu'elles sont « 2 : assez mauvaises » (28,1 % en moyenne).

Le tableau 2 présente la distribution en pourcentages de la variable indépendante ainsi que des variables de contrôle.

Tableau 2 : Distribution en pourcentages de la variable indépendante ainsi que des variables de contrôle

Variable	Pourcentages des répondants	Variables recodées	Pourcentages
PRS (Pays ayant une stratégie de réduction de la pauvreté)			
2002	75,8		
2003	78,8		
2004	81,8		
2005	84,8		
2006	87,9		
2007	87,9		
2008	90,9		
2009	87,9		
2010	87,9		
2011	84,8		
2012	84,8		
2013	87,9		
2014	87,9		
2015	84,8		
2016	78,8		
2017	75,8		
2018	72,7		

¹¹ Botswana, Gabon, Mauritius et South Africa (confère annexe 7)

Variable	Pourcentages des répondants	Variables recodées	Pourcentages
Conflict			
1 : YES Presence of Policemen or police vehicles / soldiers or army vehicles in the primary sampling unit	31,1		
0 : Otherwise	68,9		
Corruption1			
1 : Bad CPI (<= 30)	43,4		
0 : Medium or good CPI (> 30)	56,6		
Education_Level		Education_cat	
0 : No formal schooling	11,5	1 : No schooling or some (informal/primary) schooling	27,4
1 : Informal schooling only	3,8	2 : Completed Primary schooling / some high school	27,1
2 : Some primary schooling	12,9	3 : Completed high school	17,3
3 : Primary school completed	10,5	4 : Post-secondary schooling (some or completed)	28,1
4 : Some high school	16,9		
5 : High school completed	17,1		
6 : Post secondary qualification (not university)	8,9		
7 : Some university or college	6,7		
8 : University, college completed	9,7		
9 : Post graduate	2,1		
URBRUR		UrbRur	
1 : Urban	39,1	0 : Rural	60
2 : Rural	60	1 : Urban	40
3 : Semi-urban	0,8		
460 : Peri-urban	0,1		
Job		Employment_Status	
0 : No (not looking)	36,6	1 : Unemployed	64,1
1 : No (looking)	28	2 : Yes, employed part-time	12,2
2 : Yes, part time (not looking) / Yes part time	9,6	3 : Yes, employed full-time	23,2
3 : Yes part time (looking)	2,6		
4 : Yes full time (not looking)	4,2		
5 : Yes full time (looking)/ yes full time	19,1		
Dimensions		Dimensions_cat	
0	5,4	1 : Low living conditions/Very poor (0,1,2)	32
1	11,9	2 : Middle living conditions (3,4,5)	45
2	14	3 : High living conditions (6,7)	23
3	16,2		
4	15,3		
5	13,4		
6	11,9		
7	11,9		
PIB (seuil de faible revenu)	72,4		

Sources : calculs de l'auteure à l'aide des données du FMI (s.d), Banque Mondiale (s.d), Transparency International (s.d) et Afrobaromètre (s.d)(b), round 2 à round 7).

Il ressort de ce tableau que : pour chaque année de 2002 à 2018, la majorité des pays (plus de 70 %) a adopté une stratégie de réduction de la pauvreté. La présence des conflits dans les unités résidentielles des répondants a été relativement faible (31,1 %). 43,4 % des pays ont un mauvais indice de perception de la corruption au seuil que nous avons retenu (30/100). Le plus grand pourcentage de répondants avait un niveau d'étude post secondaire (28,1%), pourtant, la plupart des personnes ayant participé à l'enquête (64,1 %) étaient sans emploi. 60 % des répondants provenaient des zones rurales, tandis que les autres 40 % vivaient dans des zones soit urbaines, soit semi urbaines, soit péri urbaines. Malgré que le plus grand nombre de répondants (45%) a entre 3 et 5 dimensions objectives de bien-être dans leur milieu de vie, il y a encore en ASS un grand nombre de personnes (32 %) vivant dans des conditions très pauvres avec 0 ou 1 seule dimension et peu de personnes (23%) réussissant à avoir 6 ou 7 dimensions pourtant basiques de bien-être dans leur milieu de vie.

72,4 % des pays de l'échantillon ont eu un seuil de faible PIB par tête durant la période étudiée. Le seuil de PIB par tête retenu ici étant issu de la classification de la Banque Mondiale, soit 3 995\$. (Voire Banque Mondiale, 2019b). Le graphique en annexe 7 présente l'évolution du PIB par tête dans les pays, au cours de la période étudiée.

3-2 Résultats de la régression à effets fixes

Nous analysons dans cette partie les résultats de nos régressions et test statistiques. Nous avons trois tableaux qui présentent les résultats de nos calculs, chaque tableau comprenant plusieurs modèles classés en fonction des variables utilisées. Ici, nous en présenterons deux (tableau 3 et tableau 4), le troisième figurera à l'annexe 8.

- **Modèle de régression principal**

Tableau 3 : Résultats de la régression à effets fixes du modèle de régression principal

	<i>Dependent variable:</i>						
	<i>SRLC_{ict+1 round}</i>						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
PRS	0.024*** (0.004)	0.023*** (0.004)	0.023*** (0.004)	0.029*** (0.004)	0.031*** (0.004)	0.031*** (0.004)	0.032*** (0.004)
PIB				0.004*** (0.0004)	0.007*** (0.0005)	0.007*** (0.0005)	0.007*** (0.0005)
Corruption1					0.061*** (0.005)	0.060*** (0.005)	0.061*** (0.005)
UrbRur						-0.001 (0.002)	0.0002 (0.002)
Conflict							-0.011*** (0.002)
factor(Education_cat)2		0.012*** (0.002)	0.013*** (0.002)	0.011*** (0.002)	0.010*** (0.002)	0.010*** (0.002)	0.011*** (0.002)
factor(Education_cat)3		0.012*** (0.002)	0.012*** (0.002)	0.010*** (0.002)	0.009*** (0.002)	0.009*** (0.002)	0.009*** (0.002)
factor(Education_cat)4		0.007*** (0.003)	0.007*** (0.003)	0.005** (0.003)	0.004 (0.003)	0.004 (0.003)	0.004 (0.003)
factor(Employment_Status)2		-0.004* (0.002)	-0.004* (0.002)	-0.004* (0.002)	-0.005** (0.002)	-0.005** (0.002)	-0.005** (0.002)
factor(Employment_Status)3		0.0004 (0.002)	0.0004 (0.002)	-0.001 (0.002)	-0.001 (0.002)	-0.001 (0.002)	-0.001 (0.002)
factor(Dimensions_cat)2			0.004** (0.002)	0.003 (0.002)	0.003 (0.002)	0.003 (0.002)	0.005*** (0.002)
factor(Dimensions_cat)3			-0.001 (0.002)	-0.003 (0.002)	-0.004* (0.002)	-0.004 (0.002)	0.001 (0.003)
Observations	425,004	425,004	425,004	425,004	425,004	425,004	425,004
R²	0.064	0.064	0.064	0.065	0.065	0.065	0.065
Adjusted R²	0.058	0.058	0.058	0.058	0.059	0.059	0.059
Residual Std. Error	0.452 (df = 422156)	0.452 (df = 422151)	0.452 (df = 422149)	0.452 (df = 422148)	0.452 (df = 422147)	0.452 (df = 422146)	0.452 (df = 422145)

Notes: **Valeur p** : * significatif à 10 % ; ** significatif à 5 % ; *** significatif à 1 %.

Les erreurs standards sont présentées entre parenthèses.

Sources : calculs de l'auteure à l'aide des données du FMI (s.d), Banque Mondiale (s.d), Transparency International (s.d) et Afrobaromètre (s.d(b), round 2 à round 7).

Les résultats de régression de notre modèle de probabilité linéaire à effets fixes nous montrent que, lorsqu'on considère un décalage de l'effet des stratégies de réduction de la pauvreté/DSRP sur les conditions de vie, les stratégies de réduction de la pauvreté ont un **effet positif et significatif** (au seuil de 1%) sur les conditions de vie autodéclarées en ASS. Pour notre échantillon complet (colonne 7 du tableau 3), en contrôlant le PIB, le niveau de corruption, la géolocalisation, la présence de conflits, le niveau d'éducation, le statut d'employabilité et les dimensions objectives de conditions de vie, l'implémentation d'une stratégie de réduction de la pauvreté ou d'un DSRP est associée à une augmentation de 3,2% de la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions. Ce résultat est significatif au seuil de 1%. Cette probabilité augmente au fur et à mesure qu'on ajoute des variables de contrôle dans la régression.

Concernant les variables de contrôle, les estimations des coefficients sont significatives à l'exception de la variable « UrbRur ». Un niveau d'éducation plus élevé diminue la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions par rapport aux personnes n'ayant pas fait ou ayant fait très peu d'études. L'explication pourrait être due au fort chômage enregistré ASS malgré le niveau d'étude élevé de la population adulte de notre échantillon (confère statistiques descriptives). Le statut d'emploi est négativement associé à la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions. En effet, les personnes travaillant à temps partiel ont une diminution de 5% de leur probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions par rapport aux personnes non employées (résultat significatif au taux de 5%). Pourtant, pour les personnes travaillant à temps plein, la diminution est de 1%, mais ce résultat n'est pas significatif. Nous nous demandons si la cause serait les mauvaises conditions de travail ou alors le fait que les personnes n'occupent pas forcément les emplois qui leur conviennent ? Cela pourrait constituer un point important pour de plus amples recherches. Les catégories de dimensions sont positivement associées à la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions. Cependant, cette probabilité diminue lorsque

la catégorie de dimension est plus élevée. Lorsque le PIB par tête augmente d'une unité, il y a aussi une augmentation de la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions, mais cette probabilité est assez faible, soit de 0,7% (résultat significatif au seuil de 1%). Dans les pays classés comme corrompus (indice de perception de la corruption inférieur ou égal à 30) la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions augmente de 6,1% par rapport aux pays peu ou pas corrompus. Cette probabilité représente le double de celle relative à l'implémentation d'une stratégie de réduction de la pauvreté. Vivre en zone urbaine contribue très faiblement à augmenter la probabilité de vivre dans de bonnes conditions. L'estimation de ce coefficient n'est pas significative. La présence d'un conflit diminue la probabilité de vivre dans de bonnes conditions de 1,1%, ce résultat est significatif au seuil de 1%.

Les résultats du test statistique lié au modèle principal de notre échantillon nous montrent que :

- Le coefficient R^2 indique que seulement environ 6,5 % des conditions de vie autodéclarées par les personnes vivant en Afrique Subsaharienne sont expliquées par la variable indépendante principale, les variables de contrôle, les effets des pays et les effets liés au temps. Le modèle a donc une très faible adéquation aux données, cependant les variables utilisées permettent quand même d'expliquer une petite partie des conditions de vie autodéclarées par les personnes en ASS.
- Les erreurs standard associées au coefficient principal estimé « PRS » et à tous les autres coefficients sont inférieures à 5 % (égale à 5% uniquement pour la variable Corruption1). Ce qui signifie que les coefficients estimés sont statistiquement significatifs (la plupart au seuil de 1%, ou de 5%) puisque les prédictions sont entachées d'une faible erreur et leur effet sur la variable dépendante est différent de 0. Cela suggère que **notre hypothèse nulle H0 peut être rejetée et notre hypothèse alternative H1 acceptée** : nous pouvons être sûr à au moins 99 % que l'implémentation d'une stratégie de réduction de la pauvreté sera associée à une modification des conditions de vie autodéclarées en Afrique Subsaharienne.

Nous avons également observé la relation entre les stratégies de réduction de la pauvreté et les conditions de vie autodéclarées des personnes vivant en Afrique Subsaharienne, avec un modèle sans décalage de l'effet des stratégies. Soit le modèle : $SRLC_{ict} = \beta_0 + \beta_1 PRS_{ct} + \beta_2 PIB_{ct} + \beta_3 Corruption1_{ct} + \beta_4 UrbRur_{ict} + \beta_5 conflict_{ict} + Education - cat_{ict} + Employment - Status_{it} + Dimensions_cat_{ict} + \alpha_i + \lambda_t + \epsilon_{it}$

Les résultats sont présentés à l'annexe 8 et sont statistiquement significatifs au seuil de 1% pour la plupart. Contrairement à notre modèle principal, les résultats montrent que l'implémentation d'une politique de réduction de la pauvreté ou d'un DSRP est associée à une diminution de 5,5% de la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions. Le niveau d'éducation, le statut d'employabilité et les catégories de dimensions plus élevés correspondent à une augmentation de plus en plus élevée de la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions. Les coefficients des variables « PIB » et « Conflict » traduisent également une diminution de la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions (lorsque le PIB augmente et lorsqu'il y a conflit). Cependant, ces résultats ne sont pas statistiquement significatifs. Le coefficient de la variable corruption a aussi un signe opposé à celui du modèle principal puisqu'ici, dans les pays corrompus, la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions diminue de 11,3% par rapport aux pays peu ou pas corrompus (ce résultat est significatif au seuil de 1%). Ce qui semblerait plus logique. Ici également, vivre en zone urbaine contribue très faiblement à augmenter la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions (0,4%), mais le résultat est statistiquement significatif. Ces résultats nous semblaient plus éloignés de la réalité car il paraît évident que l'effet de l'implémentation d'une stratégie devrait se faire ressentir à travers le temps et non immédiatement comme le suggère ce modèle.

- **Contrôle de robustesse du modèle de régression**

Tableau 4 : Contrôle de robustesse du modèle de régression principal

	<i>Dependent variable:</i>				
	<i>SRLC_{ict+1 round}</i>				
	<i>SRLC_{ict+1 round}</i>		(3) <i>All & Corruption2[#]</i>	<i>SRLC1_{ict+1 round}^{##}</i>	
(1) <i>Only the poorest</i>	(2) <i>All</i>	(4) <i>Only the poorest</i>		(5) <i>All</i>	
PRS	0.024*** (0.004)	0.032*** (0.004)	0.031*** (0.004)	0.049*** (0.004)	0.017*** (0.004)
PIB	0.012*** (0.001)	0.007*** (0.0005)	0.005*** (0.0005)	0.008*** (0.001)	0.002*** (0.0005)
Corruption1	0.085*** (0.005)	0.061*** (0.005)		0.088*** (0.006)	0.030*** (0.005)
Corruption2			0.006 (0.004)		
UrbRur	-0.005*** (0.002)	0.0002 (0.002)	-0.002 (0.002)	-0.007*** (0.002)	-0.0003 (0.002)
Conflict	-0.013*** (0.002)	-0.011*** (0.002)	-0.011*** (0.002)	-0.006*** (0.002)	-0.005*** (0.002)
factor(Education_cat)2	0.008*** (0.002)	0.011*** (0.002)	0.011*** (0.002)	0.008*** (0.002)	0.008*** (0.002)
factor(Education_cat)3	0.006** (0.003)	0.009*** (0.002)	0.010*** (0.002)	0.006** (0.003)	0.009*** (0.003)
factor(Education_cat)4	0.0002 (0.003)	0.004 (0.003)	0.006** (0.003)	0.006** (0.003)	0.008*** (0.003)
factor(Employment_Status)2	-0.007*** (0.002)	-0.005** (0.002)	-0.004* (0.002)	-0.009*** (0.003)	-0.008*** (0.002)
factor(Employment_Status)3	0.0003 (0.002)	-0.001 (0.002)	-0.001 (0.002)	0.0003 (0.002)	-0.002 (0.002)
factor(Dimensions_cat)2	0.007*** (0.002)	0.005*** (0.002)	0.005*** (0.002)	0.002 (0.002)	-0.001 (0.002)
factor(Dimensions_cat)3	0.009*** (0.003)	0.001 (0.003)	0.003 (0.003)	0.001 (0.003)	-0.006** (0.003)
Observations	372,208	425,004	425,004	372,208	425,004
R²	0.068	0.065	0.065	0.087	0.078
Adjusted R²	0.061	0.059	0.058	0.080	0.072
Residual Std. Error	0.451 (df = 369493)	0.452 (df = 422145)	0.452 (df = 422145)	0.479 (df = 369493)	0.482 (df = 422145)

Notes: Valeur p : * significatif à 10 % ; ** significatif à 5 % ; *** significatif à 1 %.

Les erreurs standards sont présentées entre parenthèses.

Corruption2 = indice de corruption considéré au seuil de 40

SRLC1_{ict+1 round} = very good + fairly good + neither good nor bad self-reported living conditions

Sources : calculs de l'auteure à l'aide des données du FMI (s.d), Banque Mondiale (s.d), Transparency International (s.d) et Afrobaromètre (s.d(b), round 2 à round 7).

Dans le tableau ci-dessus, nous effectuons trois différents contrôles afin de valider les résultats de notre modèle de régression principal.

Tout d'abord, nous avons réalisé notre modèle de régression principal sur un échantillon comprenant uniquement les pays les plus pauvres de l'échantillon – *only the poorest* (tous les pays exceptés : Botswana, Gabon, Mauritius et South Africa). Les résultats ne sont pas très éloignés de ceux obtenus précédemment. Cependant, il est important de relever certains faits. La probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions lorsqu'on réside dans un pays qui implémente une stratégie de réduction de la pauvreté est plus faible dans ce cas, elle n'augmente que de 2,4 %. Le coefficient de la variable « UrbRur » ici est devenu significatif au seuil de 1% et de signe opposé à celui du modèle principal. Plus précisément, vivre en zones urbaines diminue la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions de 0,5%. Les variables « PIB », « Corruption1 » et « Dimensions_cat » ont un coefficient plus élevé pour ce qui est de la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions. Dans ce modèle cependant, la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions augmente lorsque la catégorie de dimensions est plus grande. Le R^2 dans ce modèle est légèrement plus élevé que celui du modèle principal, mais cette différence n'est pas de proportion importante (6,8% contre 6,5% précédemment).

Ensuite, nous avons testé notre modèle de régression en utilisant un seuil différent pour l'indice de perception de la corruption (corrompu si indice ≤ 40 ; variable « Corruption2 »). Le coefficient estimé de cette variable suggère également une augmentation de la probabilité de déclarer vivre dans de bonnes conditions lorsqu'on vit dans un pays corrompu, mais cette augmentation est très faible. De plus, ce résultat n'est pas significatif et c'est pourquoi nous avons préféré utiliser la variable « Corruption1 » dans notre modèle principal. Compte tenu de la différence observé quant à la significativité statistique et l'écart dans les coefficients estimés des variables « Corruption1 » et « Corruption2 », nous pensons qu'il n'est pas prudent de se fier à la variable corruption, car ses résultats pourraient symboliser une corrélation

fallacieuse (nous reviendrons dessus dans la discussion). D'autres recherches pourraient considérer de meilleures mesures de la corruption au sein des pays, qui captureraient mieux l'impact de ce fléau.

Nous avons enfin testé notre modèle en codifiant notre variable dépendante différemment¹². Au lieu de la codification utilisée dans le modèle principal (1= personnes ayant déclaré vivre dans de très bonnes ou d'assez bonnes conditions), nous avons considéré la valeur 1 = personnes ayant déclaré vivre dans de très bonnes ou assez bonnes ou ni bonnes ni mauvaises conditions de vie. Lorsque la relation entre la variable dépendante et la variable indépendante (plus les variables de contrôle, les effets des pays et les effets liés au temps) a été observée dans l'échantillon complet, les résultats sont pratiquement similaires à quelques exceptions près à ceux du modèle principal et les coefficients estimés des variables sont de plus faible amplitude. La variable « UrbRur » a un coefficient estimé négatif, mais ce résultat n'est également pas significatif. Le R^2 semble également plus élevé ici, mais la différence n'est pas non plus très grande (7,8% dans ce modèle contre 6,5% dans le modèle principal). En revanche, lorsqu'on effectue la régression uniquement avec les pays les plus pauvres de l'échantillon, les coefficients ont une amplitude beaucoup plus élevée. Les coefficients estimés de la variable « Dimensions_cat » ne sont pas significatifs et le R^2 est plus élevé (8,7%) mais demeure assez faible.

¹² $SRLC1_{ict+1 round}^{##}$

IV- Discussion

À travers notre étude, nous avons cherché à comprendre les raisons qui pourraient expliquer la situation de pauvreté observée en ASS.

Le premier enjeu de notre recherche consistait à faire une analyse des contextes économiques, sociaux et environnementaux de cette région du monde, qui pourraient expliquer l'état des choses actuel. Nous avons trouvé conformément à notre hypothèse alternative que, malgré de modestes progrès parfois enregistrés à certaines périodes de l'histoire, l'ASS ne dispose toujours pas de bons indicateurs de développement aussi bien économiques, qu'humains. De plus, elle est dans la majorité des cas, la région avec les indicateurs les plus faibles ou négatifs. Nous pensons que cela pourrait être attribuable aux différentes contraintes auxquelles fait face l'ASS parmi lesquelles : l'instabilité des prix des matières premières, les catastrophes naturelles, la sécheresse dans certains pays qui détruit parfois les récoltes, les situations conflictuelles persistantes qui poussent massivement les populations à se déplacer, la mauvaise gouvernance de la part des dirigeants, etc. D'innombrables sources présentent aussi la croissance démographique comme un frein majeur au développement en ASS. Nous sommes d'avis que cette croissance démographique pourrait être transformée en atout si les pays se dotent des moyens d'y faire face. Guengant (2007, p.109) proposait par exemple pour le cas de l'ASS, de mettre un accent sur la baisse des naissances grâce aux transformations socio-économiques déjà en cours. Il suggère qu'en faisant progresser la planification familiale pour permettre de limiter le besoin de reproduction, un effet de rattrapage pourra se produire assez rapidement. Cela aura pour effet d'augmenter les taux de couverture sanitaire des mères et des enfants, les taux d'entrée dans le primaire puis dans le secondaire (Guengant, 2007, p.109). Un progrès non négligeable vers le développement.

L'ASS dispose d'importants atouts pour le développement tels que : un marché intérieur en pleine expansion, plusieurs réserves de minerais et d'hydrocarbures, un fort potentiel agricole avec de

nombreuses terres cultivables (Severino et Ray, 2010). Cependant, ces atouts ne sont pas exploités de façon à ce que cette région puisse en tirer profit étant donné son contexte politique, économique, social et environnemental. La forte dépendance de la majorité de la population (faible population active, population jeune donc plus de personnes à charge) ne vient sans doute pas faire progresser les efforts entrepris dans la bonne direction.

Le deuxième enjeu de notre recherche consistait à analyser sur la base de la littérature existante, l'impact des stratégies de réduction de la pauvreté promues par les organisations internationales en ASS. Il en est ressorti que, bien que la dernière approche fondée sur les DSRP avait permis de faire un pas dans la bonne direction, les progrès ne sont pas jugés suffisants pour parler de réduction de la pauvreté. La littérature sur le sujet provenant aussi bien des auteurs africains que des auteurs d'ailleurs demeure très mitigée et avec une forte tendance au scepticisme quant à la capacité de ces stratégies à éradiquer la pauvreté dans les pays sous-développés ou en développement. Quelques études ont même trouvé des associations négatives entre l'implémentation des DSRP et certains indicateurs de développement au sein des pays. En outre, les concepts opérationnalisés dans la démarche DSRP tels que « la participation », l'appropriation » et le « partenariat » restent encore difficiles à appréhender. Concernant la « réduction de la pauvreté, dans la plupart des cas, les progrès réalisés semblaient quelque peu avoir été conditionnés par une croissance économique plus grande et en augmentation dans le pays (voir (Marshall et Walters, 2011 ; Elkins et al., 2018 ; Bohlens, 2019). Un autre élément ayant retenu notre attention est le début de l'assistance aux pays pauvres sous forme d'investissements dans les années 50, qui devaient ensuite être remboursés par leur épargne. Tel que précisé dans le rapport de l'ONU intitulé *Measures for the Economic Development of Under-Developed Countries*, il était préconisé pour promouvoir le développement que : les pays donateurs devaient transférer aux pays en développement environ 10 milliards de dollars par an (sous forme d'investissement), et les pays bénéficiaires devaient eux-aussi rembourser ce même montant en se servant de leur épargne nationale. Pourtant, selon Hillenkamp et

Servet (2012) « cette aide suggérée correspondait aux 3 % du PNB consacré pendant plusieurs années par les Etats-Unis au plan Marshall pour l'Europe (principalement sous forme de dons) ». Il y a donc ici une incompréhension de notre part quant à l'association de la notion d'aide à celle d'investissement remboursable. Nous nous demandons, comment des pays déjà en difficultés financières pourraient avoir à rembourser des sommes supposées les aider ? C'est d'ailleurs de notre point de vue la même situation qui a plongé les pays africains dans cet engrenage d'endettement de plus en plus élevé.

Le dernier enjeu de notre recherche était d'étudier l'impact des stratégies de réduction de la pauvreté/DSRP sur les conditions de vie autodéclarées des populations vivant en Afrique Subsaharienne. Nos résultats sont consistants et statistiquement significatifs, mais démontrent qu'il y a une assez faible partie des conditions de vie autodéclarées qui peut être expliquée par l'implémentation d'une stratégie de réduction de la pauvreté. Cet effet est systématiquement présent dans différentes spécifications de modèles et échantillons de pays que nous avons utilisés. L'effet est de 3.2% pour l'échantillon total mais varie de 2.4% pour les pays les plus pauvres à 4.9% lorsque la variable dépendante est codifiée différemment et pour les pays les plus pauvres. Ayant effectué un test de robustesse de notre modèle de régression principal selon plusieurs critères, nous pensons avoir ouvert des brèches intéressantes pour des recherches futures. Dans ce sens, deux principaux éléments sont à soulever. Premièrement, lorsque nous avons codifié différemment la variable dépendante (SRLC) en introduisant les personnes ayant fait une déclaration neutre à propos de leurs conditions de vie (valeur 1 = personnes ayant déclaré vivre dans de très bonnes ou assez bonnes ou ni bonnes ni mauvaises conditions de vie), nous avons obtenu des coefficients avec une amplitude beaucoup plus élevée dans les pays les plus pauvres (voir tableau 4). Cette évidence nous semble intéressante car on peut voir ici que, les stratégies de réduction de la pauvreté ont un effet plus positif sur les plus pauvres. Cependant, nous ne devons pas perdre de vue que dans notre modèle principal (dont la variable dépendante prend la valeur 1 pour les personnes ayant déclaré vivre dans de très bonnes ou dans d'assez bonnes conditions de vie), l'effet des stratégies de réduction de la

pauvreté sur les conditions de vie autodéclarées, était plus faible dans les pays les plus pauvres. Ce qui suggérait plutôt que les stratégies de réduction de la pauvreté profitent plus aux personnes plus nanties. En fin de compte, nous préférons nous fier à la tendance observée avec notre modèle principal, car d'après nous, il est plus prudent de ne pas attribuer de catégorisation à des personnes avec des réponses neutres. Deuxièmement, le fait que la variable mesurant la corruption au sein des pays nous donne des résultats différents selon le seuil retenu, nous laisse penser à une possibilité de corrélation fallacieuse. En réalité, nous avons utilisé une mesure absolue pour définir les pays jugés corrompus. Cette mesure a été déterminée après que nous ayons effectué des analyses visant à déterminer le meilleur seuil à considérer. Il se pourrait donc que les corrélations observées soient causées par la méthode d'analyse, plutôt que par un lien entre les variables. C'est pourquoi nous suggérons pour d'autres recherches sur le sujet, que de meilleures variables mesurant la corruption puissent être utilisées.

Un dernier point à aborder au sujet de notre analyse quantitative concerne les limites auxquelles nous avons été confrontés pour mener à bien cette étude. L'enquête Afrobaromètre ne couvrait que 16 pays en 2002 (round 2) puis le nombre de pays a augmenté progressivement au fil des rondes d'enquête. En outre, certaines questions ont été ajoutées ou supprimées dans certaines rondes. Nous avons donc choisi d'inclure uniquement les variables qui étaient mesurées pour toute les rondes d'enquête de notre base de données. Concernant les pays, nous avons comparé les codes des pays utilisés dans chaque ronde (car ils étaient différents) afin de ne pas nous tromper en éliminant les pays qui ne sont pas d'ASS. Nous pensons que, peut-être les résultats auraient été différents si les mêmes pays et les mêmes questions (par conséquent les mêmes variables) avaient été présents dès la première ronde d'enquête.

Conclusion

L'objectif de notre recherche était de tenter de comprendre ce qui pourrait expliquer les tendances de pauvreté observées en ASS, malgré les nombreuses solutions proposées par les OI à travers les stratégies internationales de développement. Nous avons émis l'hypothèse qu'il est difficile pour l'ASS d'améliorer considérablement sa tendance de pauvreté (aussi bien macro que micro) malgré les stratégies internationales de développement parce que, l'influence continue sur la politique économique des pays pauvres par les OI n'est pas forcément motivée par la réduction de la pauvreté. De plus, ces organisations ont un regard externe sur la pauvreté telle que vécue dans ces pays, le processus de définition des stratégies internationales incluant souvent très peu de représentants de l'ASS. Nous avons également émis une hypothèse alternative préconisant que : les contextes économique, social et environnemental de l'ASS contribuent fortement à maintenir cette région comme celle regorgeant le plus grand nombre de pauvres absolus dans le monde. À l'aide de nos recherches, nous avons tour à tour : analysé le contexte du développement en ASS à l'aide des indicateurs économiques et sociaux, exploré les contours de la lutte contre la pauvreté par les organisations internationales à l'aide d'un certain nombre de stratégies et effectué une étude quantitative¹³ pour mesurer l'impact des stratégies de réduction de la pauvreté sur les conditions de vie autodéclarées par les personnes vivant en ASS.

Sur la base de ce que nous avons trouvé, nous pouvons en déduire que, l'implémentation des stratégies de réduction de la pauvreté/DSRP contribue faiblement à améliorer la situation de pauvreté et donc les conditions de vie des populations de l'ASS. Cette amélioration n'est néanmoins pas suffisante pour mener à une éradication complète de la pauvreté dans la région. En nous appuyant sur l'analyse quantitative, nous émettons cependant quelques réserves quant à affirmer qu'il y a un lien de causalité évident entre les stratégies de réduction de la pauvreté/DSRP et les conditions de vie en ASS. En effet,

¹³ **Remerciements** : nous tenons à remercier notre directrice de mémoire, la professeure Geranda Notten qui nous a grandement appuyé pour la détermination du modèle de régression et ses spécifications.

nous avons observé à travers les indicateurs de développement que les contextes, politiques, sociaux et économiques ne sont certes pas propices à faire fructifier les actions positives menées par les OI, mais les stratégies en elles-mêmes sont également contestables sur un certain nombre d'aspects. Le processus de participation, l'appropriation nationale, le contenu et les implications en termes de relations internationales sont notamment des éléments qui soulèvent des contestations dans la littérature sur les DSRP. En réalité, même si les DSRP se caractérisaient par un degré d'appropriation nationale plus important que ce n'était le cas avec les PAS, il ne fait aucun doute que les IFI ont continué d'exercer une influence considérable sur les stratégies de réduction de la pauvreté et devraient donc être tenues au moins en partie responsables de leurs résultats. Nous devons également être conscients du fait que l'effet apparent de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté/DSRP pourrait provenir d'autres politiques ou programmes poursuivis au même moment dans les pays.

Les DSRP représentent une initiative internationale majeure de développement en ce sens qu'ils ont également servi à titre de plans développement nationaux dans de nombreux pays (voir FMI, 2019). Très peu de recherches se penchent malheureusement sur leurs performances globales réelles pourtant, des interrogations subsistent encore sur les questions de l'accomplissement de leur mission primaire (réduire la pauvreté) et leur détachement complet par rapport aux programmes d'ajustement structurel ayant connu un échec retentissant. En guise de rappel, les pays pauvres ont majoritairement choisi d'implémenter les DSRP afin d'alléger leur dette et d'accéder à de nouveaux prêts. Tel que présenté dans la deuxième partie, la crise de la dette initiale qui a conduit à l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) et aux premiers DSRP était en grande partie le résultat de facteurs externes originaires de l'Occident et échappant au contrôle des gouvernements des pays pauvres. Cela échappait certainement au contrôle des gouvernements successifs, ainsi qu'au peuple gouverné. Si l'on considère ensuite les échecs des IFI face à la crise de la dette et les dommages causés par leur ajustement structurel, les résultats peu concluants de la mise en œuvre du DSRP deviennent d'autant plus problématiques.

Bien entendu, il faut noter que notre analyse souffre de certaines limites dont le faible nombre d'études sur le sujet évoqué dans la revue de littérature, ainsi que les autres limites évoquées dans la partie portant sur l'étude quantitative. Cela est néanmoins une contribution importante à la tâche de grande envergure consistant à évaluer la performance des DSRP. Sur la base des évidences que nous avons discuté dans ce mémoire, nous pouvons dire que nos conclusions ne soutiennent pas l'idée que les DSRP devraient devenir le mécanisme permettant d'opérationnaliser les ODD, ni pour éradiquer l'extrême pauvreté dans le monde et encore moins en ASS. Nous soulignons finalement l'absence de résultats concluants.

En plus de lancer un appel à de plus amples recherches sur le sujet, nous pensons qu'il est aussi envisageable dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté de mettre plus d'emphasis sur la gratuité de certains services de base (exemple: école primaire et secondaire, soins de santé, eau), et l'attribution de certaines facilités (allocations familiales, pensions vieillesse invalidité et décès plus consistantes, etc.) afin d'améliorer le niveau et la qualité de vie des populations. Par ailleurs, pour les recherches futures utilisant les perceptions des individus, il serait intéressant qu'Afrobaromètre inclue une variable mesurant ce que les individus considèrent lorsqu'ils déclarent vivre dans de bonnes conditions ou pas. Ou alors, les chercheurs pourraient s'inspirer des modèles plus sophistiqués de mesure de la perception du bien-être (voir par exemple la section sur la méthodologie de l'étude quantitative - la variable dépendante pour les références citées). Finalement, nous ne pensons pas qu'il soit judicieux de recourir exclusivement à des mesures subjectives de pauvreté étant donné que les personnes évaluent leur situation sur des bases purement personnelles et qui ne sont pas toujours le reflet de la réalité. Garder un niveau élevé d'objectivité est plus recommandable dans la lutte contre la pauvreté car il y a des évidences qui sont partagées par la quasi-totalité des êtres humains.

Bibliographie

- Abrahamsson, H. (2008): *Understanding world order and change: Development, Security and Justice in the global era* Göteborg: Working paper. Gothenburg, Sweden: University of Gothenburg.
- Afrobarometer. (2017). « *merged_round_6_codebook_2016_repost042018.pdf* », s. d. Consulté sur http://afrobarometer.org/sites/default/files/data/round6/merged_round_6_codebook_2016_repost042018.pdf.
- Afrobarometer. (s.d(a)). A propos de nous. Consulté sur : <http://afrobarometer.org/fr/propos-de-nous>
- Afrobarometer. (s.d(b)). Données. Consulté sur : <https://www.afrobarometer.org/fr/donn%C3%A9es>
- Afrobarometer. (s.d(c)). A propos de nous – Foire aux questions. Consulté sur : <https://www.afrobarometer.org/fr/about/faqs>
- Amnesty International. (2019). Les droits humains en Afrique, Rétrospective 2019. Consulté sur : <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR0113522020FRENCH.PDF>
- Ansell, N. et R.T. Van Blerk, L. (2004). *An Introduction to the Human Development and Capability Approach: Freedom and Agency*. Routledge.
- BAD. (2015). Rapport sur le développement en Afrique 2015. Croissance, pauvreté et inégalités : lever les obstacles au développement durable. Consulté sur : <https://www.afdb.org/fr/documents/document/african-development-report-2015-growth-poverty-and-inequality-nexus-overcoming-barriers-to-sustainable-development-89715>
- BAD. (2020). Perspectives économiques en Afrique : Former la main d’œuvre africaine de demain. Consulté sur : <https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2020>
- Banks, N. et Hulme, D. (2012). *The role of NGOs and civil society in development and poverty reduction*. Working Paper 171. Manchester: Brooks World Poverty Institute.
- Banque Mondiale. (1996). Faire reculer la pauvreté en Afrique subsaharienne. *Rapport d'un groupe d'étude de la Région Afrique*, Washington DC: World Bank.
- Banque Mondiale. (1992). Effective implementation: key to development impact. *Portfolio Management Task Force Report* (Wapenhans Report), Washington DC: World Bank.
- Banque mondiale. (2004). The Poverty Reduction Strategy Initiative: An Independent Evaluation of the World Bank. Washington DC: Banque mondiale, 2004, pp.2-4.
- Banque Mondiale. (2018). Selon la Banque mondiale, l’extrême pauvreté continue à reculer dans le monde, mais à un rythme ralenti. Tiré de <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2018/09/19/decline-of-global-extreme-poverty-continues-but-has-slowed-world-bank>
- Banque Mondiale. (2019a). L’extrême pauvreté dans le monde recule. Tiré de : <https://www.inegalites.fr/L-extreme-pauvrete-dans-le-monde-recule>

- Banque Mondiale. (2019b). Nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu : actualisation 2019-2020. Tiré de : <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/nouvelle-classification-des-pays-en-fonction-de-leur-revenu-actualisation-2019-2020>
- Banque Mondiale. (s.d). World Development Indicators. Consulté sur : <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=world-development-indicators#>
- Berr, E. et Combarrous, F. (2002). L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement. *Centre d'économie du développement*. Bordeaux. P.1.
- Ben Hammouda, H. (1999). L'économie politique du post-ajustement. Paris : Karthala.
- BIM. (2002). Les organisations internationales et la lutte contre la pauvreté. (35). Tiré de : <https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/mfg-fr-publications-diverses-organisations-internationales-et-lutte-contre-pauvrete-10-2002-bim.pdf>
- Bishop, J. A., et Luo F. (2006). Economic Transition and Subjective Poverty in Urban China. *Review of Income and Wealth*, 52(4), pp. 625-641.
- Bohlers, M. (2019). Have PRSP actually reduced poverty?. Master degree thesis. *School of Global Studies, University of Gothenburg*.
- Boliga, Z. (1999). Les conséquences sociales des politiques d'ajustement structurel en Côte d'Ivoire. Thèse. Université Paris VII. p.341.
- Booth, D. (2003). Introduction and Overview. *Development Policy Review*, 21(2), pp. 131-159.
- Booth, D. (2005). *Missing Links in the Politics of Development: Learning from the PRSP Experiment*. Working Paper 256. Overseas Development Institute.
- Brown, D. (2004). 'Participation in Poverty Reduction Strategies: Democracy Strengthened or Democracy Undermined?' dans S. Hickey and G. Mohan (eds.), *Participation: From Tyranny to Transformation?* London: Zed Books.
- Brunel, S., Kipré, P., Antoine, M. et De Montclos, P. (2005). L'aide au Tiers monde, à quoi bon ?. Paris : L'atelier. p.61.
- Campbell, B. (2005). Qu'allons-nous faire des pauvres ?. (dir.). Paris : L'Harmattan.
- Castilla, C. (2010). Subjective Poverty and Reference-Dependence Income over Time, Aspirations and Reference Groups. UNU-WIDER Working Paper 2010/76.
- Chang, H.-J. (2002). *Kicking away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective*. London: Anthem Books.
- Cheru, F. (2006). Building and supporting PRSPs in Africa: What has worked well so far? What needs changing?. *Third World Quarterly*, 27(2), pp. 355-376.
- Cling, J.-P., Razafindrakoto, M. & Roubaud, F. (2004). Les documents stratégiques de réduction de la pauvreté : un renouveau de l'aide au développement ?. Consulté sur : https://www.researchgate.net/publication/282171430_Les_documents_strategiques_de_reduction_de_la_pauvrete_un_renouveau_de_l'aide_au_developpement

- CNUCED. (2000). *Aid, Private Capital Flows and External Debt: The Challenge of Financing Development in the LDCs*. The Least Developed Countries Report 2002. Geneva.
- CNUCED. (2001). Le développement économique en Afrique : Bilan, perspectives et problèmes fondamentaux. Nations Unies. New York et Genève. p.37.
- CNUCED. (2002). *Escaping the Poverty Trap*. The Least Developed Countries Report 2002. Geneva.
- Cornia, G. A., Jolly, R., et Stewart, F. (1987) *Adjustment with a Human Face*. New York: Oxford University Press.
- Craig, D., & Porter, D. (2003), Poverty Reduction Strategy Papers: A New Convergence. *World Development*, 31(1), pp. 53-69.
- Data Wrapper. (s.d). The number of extremely poor people continues to rise in Sub-Saharan Africa, while falling rapidly in all other regions. Consulté sur <https://datawrapper.dwcdn.net/g7Udj/4/>
- Deuneulin, S. (2009). An Introduction to the Human Development and Capability Approach: Freedom and Agency. Routledge.
- Diez, C. (2016). Interview : La mise en œuvre des odd exige un changement de mentalités. Copyright ID4D, <https://ideas4development.org/odd-changement-mentalites/>
- Dijkstra, G. (2005). The PRSP Approach and the Illusion of Improved Aid Effectiveness: Lessons from Bolivia, Honduras and Nicaragua, *Development Policy Review*, 23(4), pp. 443-464.
- Dijkstra, G. et Komives, K.. (2009). *The Latin American Experience with the PRSP Approach*, Paper presented at the Annual Convention of the International Studies (ISA), New York City.
- Driscoll, R., & Evans, A. (2005). Second-Generation Poverty Reduction Strategies: New Opportunities and Emerging Issues. *Development Policy Review*, 23(1), pp. 5-25.
- Duménil, G., et Lévy, D. (2004). *Capital resurgent*. Cambridge: Harvard University Press.
- Dutta, M., et Rastogi, R. (2016). Deconstructing PRSP Measurement: Participation as Neoliberal Colonization. *Journal of Creative Communications*, 11(3), pp. 211-226.
- Easterly, W. (2005). What did structural adjustment adjust?: The association of policies and growth with repeated IMF and World Bank adjustment loans. *Journal of Development Economics*, 76(1), pp. 1-22.
- Eggen, A. R. et Bezemer, D. J. (2007). *Do Poverty Reduction Strategy Papers Help Achieve the Millennium Development Goals?* MPRA Paper No. 7030.
- Eggen, A. R. et Bezemer, D. J. (2008). *The Role of Poverty Reduction Strategies in Achieving the Millennium Development Goals?* Working Paper. Groningen, The Netherlands: University of Groningen.
- Elkins, M. (2014). Embedding the vulnerable into the Millennium Development Goals: Social Protection in Poverty Reduction Strategy Papers. *Journal of International Development*, 26(6), pp. 853-874.
- Elkins, M. et Feeny, S. (2014). Policies in Poverty Reduction Strategy Papers: dominance or diversity? *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 35(2), pp. 1-21.

- Elkins, M., Feeny, S., et Prentice, D. (2018). Are Poverty Reduction Strategy Papers Associated with Reductions in Poverty and Improvements in Well-being? *The Journal of Development Studies*, 54(2), pp. 377-393.
- Energy Observer. (s.d). In the face of climate emergency, it is time to take action Consulté sur <https://www.energy-observer.org/resources/in-face-of-climate-emergency>
- Fafchamps, M. et Shipli, F. (2009). Isolation and Subjective Welfare: Evidence from South Asia. *Economic Development and Cultural Change*, 57(4), pp. 641-83.
- Ferrer-i-Carbonell, A. (2005). Income and Well-Being: An Empirical Analysis of the Comparison Income Effect. *Journal of Public Economics*. 89, pp. 997-1019.
- FMI. (2000). Perspectives de l'économie mondiale. Washington D.C. p.112.
- FMI. (2017). Perspectives économiques régionales, avril 2017, Afrique subsaharienne. Consulté sur : <https://www.elibrary.imf.org/view/IMF086/24031-9781475574999/24031-9781475574999/ch03.xml?language=en&redirect=true#:~:text=La%20taille%20de%20l'%C3%A9cono mie%20informelle%20est%20importante%20en%20Afrique,l'emploi%20total%20non%20agricole>
- FMI. (s.d). IMF DATA. Consulté sur : <https://www.imf.org/en/Data>
- Fraser, A. (2005). Poverty reduction strategy papers: Now who calls the shots? *Review of African Political Economy*, 32(104-105), pp. 317-340.
- Fukuda-Parr, s. (2010). Reducing Inequality – The Missing MDG: A Content Review of PRSPs and Bilateral Donor Policy Statements. *IDS Bulletin*, 41, pp. 26-35. Consulté sur : <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1111/j.1759-5436.2010.00100.x>
- Gottschalk, R. (2005). The Macro Content of PRSPs: Assessing the Need for a More Flexible Macroeconomic Policy Framework. *Development Policy Review*, 23 (4), pp. 419-442.
- Guengant, J-P. (2007). La démographie africaine entre convergences et divergences. Dans B. Ferry (dir.), *L'Afrique face à ses défis démographiques : un avenir incertain*, Paris/Nogent-sur-Marne, AFD–CEPED–Karthala, pp. 27-121
- Guimarães, J. P. C. et Avendaño, N. (2010). The Great Experiment: Testing the PRSP Approach in Nicaragua, 2000–2007. *European Journal of Development Research*, 23(2), pp. 319-336.
- Graham, C. et Pettinato, S. (2002). Frustrated Achievers: Winners, Losers, and Subjective Well-being in New Market Economies. *Journal of Development Studies*, 38(4), pp. 100–140.
- Harrison, G. (2001). Post-conditionality politics and administrative reform: Reflections on the cases of Uganda and Tanzania, *Development and Change*, 32(4), pp. 657-679.
- Harvey, D. (2005). *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Henderson, V., Storeygard, A. et Weil, D. (2008). *Measuring Economic Growth from Outer Space*. pp. 1-53.
- Hermele, K. (2005). The Poverty Reduction Strategies: A survey of the literature. *Forum Syd*.

- Herrera, J., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2006). *The Determinants of Subjective Poverty: A Comparative Analysis Between Madagascar and Peru*. Paris: DIAL Working Paper DT/2006-01.
- Hillenkamp, I. & Servet, J.-M. (2012). *La lutte contre la pauvreté, un enjeu international*. Consulté sur : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/la-lutte-contre-la-pauvrete-un-enjeu-international>
- IEO. (2004). *Evaluation of the IMF's Role in Poverty Reduction Strategy Papers and the Poverty Reduction and Growth Facility*, Washington D.C: IMF.
- International Monetary Fund. (s.d). *Poverty Reduction Strategy Papers (PRSP)*. Consulté sur : <https://www.imf.org/external/np/prsp/prsp.aspx>
- International Monetary Fund & World Bank. (2000). *Progress Report on Poverty Reduction Strategy Reports*. Consulté sur : <https://www.imf.org/external/np/pdr/prsp/2000/041400.htm>
- Johnson, B. T. et Schaefer, B. D. (1999) *The International Monetary Fund: Outdated, Ineffective, and Unnecessary*, Washington, DC: Heritage Foundation.
- Kellstedt, P. M., & Whitten, G. D. (2018). Chap. 3: Evaluating causal relationships. Dans Kellstedt, P. M., & Whitten, G. D. (Édit.), *The fundamentals of political science research*. Cambridge, United Kingdom ; New York, NY : Cambridge University Press.
- Khan, M. (1990). *The Macroeconomic Effects of Fund-Supported Adjustment Programs*. IMF Staff Papers, 37, p.2.
- Kingdon, G. et Knight, J. (2006). *Subjective Well-being Poverty vs. Income Poverty and Capabilities Poverty?*. *Journal of Development Studies*, 42(7), pp. 1199-1224.
- _____ et _____. (2007). *Community, Comparisons and Subjective Well-Being in a Divided Society*. *Journal of Economic Behavior and Organization*, 64(1), pp. 69-90.
- Knight, J. et Gunatilaka, R. (2010). *The Rural-Urban Divide in China: Income but not Happiness?*. *Journal of Development Studies*, 46(3), pp. 506-534.
- Lautier, B. (2002). « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté ». *Les chemins de l'intégration régionale, Tiers monde. Tome XLIII* (169).
- Lloyd, V., et Weissman, R. (2010). 'How International Monetary Fund and World Bank Policies Undermine Labor Power and Rights', dans : G. Ritzer & Z. Atalay (ed.), *Readings in Globalization; Key Concepts and Major Debates*, Malden, MA: Wiley-Blackwell: 146-150.
- Luttmer, E. F.P. (2005). *Neighbors as Negatives: Relative Earnings and Well-Being*. *Quarterly Journal of Economics* 120(3), pp. 963-1002.
- Magnac, T. (2005). *Économétrie linéaire des panels – Une introduction*. INSEE, Actes des journées de méthodologie statistique.
- Mahmoud, O. (2010). *Les stratégies de lutte contre la pauvreté en Afrique Subsaharienne : de l'échec des politiques néolibérales aux alternatives potentielles*. Paris : L'Harmattan.
- Marshall, R. et Walters, B. (2011). *Evaluating ten years of 'strategizing' for poverty reduction: A cross-sectional appraisal of the Poverty Reduction Strategy (PRSP) initiative*. PWPI Working Paper 143. Brooks World Poverty Institute.

- McGee, R., Levene, J. et Hughes, A. (2002). Évaluation de la participation à la réduction de la pauvreté. IDS Research Report, 52. Brighton: Institut d'études du développement.
- Mosley, P. (2001). Attacking Poverty and the 'Post-Washington Consensus'. *Journal of International Development*, 13(3), pp.307-313.
- Mouelhi, M., et Rückert, A. (2007). Ownership and Participation: The Limitations of the Poverty Reduction Strategy Paper Approach. *Canadian Journal of Development Studies/Revue Canadienne D'études Du Développement*, 28(2), pp. 277-292.
- OCDE. (2019). Repli de l'aide au développement en 2018, en particulier vers les pays qui en ont le plus besoin - OCDE. Consulté sur <https://www.oecd.org/fr/presse/repli-de-l-aide-au-developpement-en-2018-en-particulier-vers-les-pays-qui-en-ont-le-plus-besoin.htm>
- OED. (2004). *The Poverty Reduction Strategy Initiative: a review of the World Bank's operations through 2003*. Washington DC: World Bank.
- Oxfam International. (2004). *From 'Donorship' to Ownership? Moving Towards PRSP Round Two*. Oxfam Briefing Paper.
- Page, S. et Hewitt, A. (2001). World Commodity Prices: Still a Problem for Developing Countries?. Londres : Overseas Development Institute. p.4
- Palash, K. (2009). Poverty Reduction Strategy Papers and the rhetoric of participation. *Development in Practice*, volume 19 (1), 61-71.
- Pearson, L. B. (1969). *Partners in Development: Report of the Commission on International Development*. New York : Praeger Publishers.
- Peet, R. (2009). *Unholy trinity*. 2nd ed. London: Zed Books.
- Peet, R. et Hartwick, E. (2015). *Theories of development*. 3rd ed. New York: Guilford Press.
- Peñafiel, R. (2000). L'analyse du discours de lutte contre la pauvreté émanant de la Banque Mondiale. Dans Campbell, Bonnie (dir.) *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'État et émergence de nouveaux cadres normatifs dans le domaine social, politique et environnemental*. Montréal, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM), 97-125. Consulté sur : https://ieim.uqam.ca/IMG/pdf/ADLuttePauvrete.doc_Lecture_seule_.pdf
- Pérennes, J.J. (1991). Le développement en question quelques repères dans la crise des modèles et des stratégies. *Foi et développement*, n°193. Paris : Centre Lebret.
- PNUD. (2017). Inégalités de revenus en Afrique subsaharienne : Tendances divergentes, déterminants et conséquences.
- PNUD. (2018). Indices et indicateurs de développement humain : 2018 Mise à jour statistique. Consulté sur : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_fr.pdf
- PNUD. (2019a). Rapport sur le développement humain 2019. Consulté sur http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf

- PNUD. (2019b). Global Multidimensional Poverty Index 2019 : illuminating inequalities. Consulté sur : http://hdr.undp.org/sites/default/files/mpi_2019_publication.pdf
- PNUD. (s.d). Data center : Gender Inequality Index (GII) Consulté sur : <http://hdr.undp.org/en/indicators/68606>
- Prashad, V. (2008). *The Darker Nations: A People's History of the Third World*. New York: New Press.
- Prashad, V. (2014). *The Poorer Nations: A Possible History of the Global South*. London: Verso.
- Rahnema, M. (2003). Quand la misère chasse la pauvreté. - Paris, Fayard/Actes Sud, academia.edu. Consulté sur : http://www.academia.edu/download/37893454/Get_off_their_backs.docx
- Ravallion, M. (2010). The Developing World's Bulging (but Vulnerable) Middle Class. *World Development*, 38(4), pp. 445-454.
- Ravallion, M. et Lokshin, M. (2001). Identifying Welfare Effects from Subjective Questions. *Economica*, 68, pp. 335-357.
- _____ et _____. (2002). Self-assessed Economic Welfare in Russia. *European Economic Review*, 46, pp. 1453-1473.
- _____ et _____. (2010). Who Cares about Relative Deprivation?. *Journal of Economic Behavior and Organization*, 73(2), pp. 171-185.
- Rodwan Abouharb, M. et Cingranelli, D. L. (2010). 'The Human Rights Effects of World Bank Structural Adjustment, 1981-2000?'. Dans : G. Ritzer & Z. Atalay (ed.), *Readings in Globalization; Key Concepts and Major Debates*, Malden, MA: Wiley-Blackwell: 138-146.
- Robinson, S. (2003). Children first in the poverty battle: a review of poverty reduction strategy papers in the Southern Africa region from a child rights perspective. Stockholm, Save the Children – Suède.
- Rückert, A. (2009). A decade of poverty reduction strategies in Latin America: Empowering or disciplining the poor?. *Labour, Capital and Society*, 42(1-2), pp. 56-81.
- Sachs, J. (2005). *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*. New York: Penguin Press.
- Saeed, A., Hassan, M., Atta, G., et Qazi, Q. (2015). The Politics of Poverty Reduction Strategy Papers. *Journal of Political Studies*, 22(2), pp. 495-514.
- Sahn, D., Dorosh, P. & Younger, S. (1997). *Structural adjustment reconsidered*. Cambridge, England: Cambridge University Press.
- Saprin, (2002). 'The Policy Roots of Economic Crisis and Poverty: A Multi-Country Participatory Assessment of Structural Adjustment'. Washington DC: SAPRIN.
- Sarrasin, B. (1997). Les Coûts sociaux de l'ajustement structurel en Afrique subsaharienne : Evolution des critiques externes et des réponses de la Banque Mondiale. *Canadian Journal of African Studies/La Revue canadienne des études africaines*, 31(3), 317-553. DOI: 10.1080/00083968.1997.10751124 To link to this article: <https://doi.org/10.1080/00083968.1997.10751124>

- Scott, G. (2010) 'Who Has Failed Africa?: IMF Measures or the African Leadership?', in: G. Ritzer & Z. Atalay (ed.), *Readings in Globalization; Key Concepts and Major Debates*, Malden, MA: Wiley-Blackwell: pp.150-156.
- Sen, A. (1987). *The standard of living : lecture II, lives and capabilities*. Dans Hawthorn G. (dir. publ.), *The Standard of Living, The Tanner Lectures*, Clare Hall, Cambridge. New York, Cambridge University Press.
- _____. (1992). *Inequality Re-examined*. Cambridge, MA, Harvard University Press.
- _____. (1999). *Development as Freedom*. New York, Alfred A. Knoff.
- Senik, C. (2004). When Information Dominates Comparison: Learning from Russian Subjective Panel Data. *Journal of Public Economics*. 88, pp. 2099-2123.
- [Severino, J.-M. et O. Ray. \(2010\). *Le temps de l'Afrique*. Paris, Odile Jacob, 352 p.](#)
- SIPRI. (2020). SIPRI year book 2020, Armaments, Disarmament and International Security. Consulté sur : <https://www.sipri.org/yearbook/2020/07#:~:text=The%20armed%20conflicts%20in%20Burkina,across%20the%20Lake%20Chad%20region>.
- Stewart, F., et Wang , M. (2003). *Do PRSPs Empower Poor Countries and Disempower the World Bank, or Is it the Other Way Around?* Queen Elizabeth House Working Paper Series Working paper 108. Oxford: University of Oxford Department of International Development.
- Stewart, F., et Wang, M. (2005). 'Poverty Reduction Strategy Papers within the Human Rights Perspective'. Dans *Human Rights and Development* (p. Human Rights and Development, Chapter 17). Oxford University Press. pp. 447-474.
- Stiglitz, J. E. (2002/2017). *Globalization and its Discontents Revisited*. London: Penguin Books.
- Strobel, P. (1996). De la pauvreté à l'exclusion : société salariale ou société de droits de l'homme ?. *Revue internationale des sciences sociales*.
- Sumner, A. (2006). In search of the Post-Washington (dis)consensus: The 'missing' content of PRSPS. *Third World Quarterly*, 27(8), pp.1401-1412.
- Tan, C. (2011). The New Biopower: Poverty Reduction Strategy Papers and the obfuscation of international collective responsibility. *Third World Quarterly*, 32 (6), pp. 1039-1056, DOI: [10.1080 / 01436597.2011.584720](https://doi.org/10.1080/01436597.2011.584720)
- Tedika, O. K. (2010). *Pauvreté en Afrique : la faute aux programmes d'ajustement structurel ?*. Libre Afrique. Consulté sur <http://www.libreafrique.org/print/938>
- Transparency International. (s.d). *Corruption Perceptions Index*. Consulté sur <https://www.transparency.org/en/cpi>
- UN Geneva. (s.d). *Les Objectifs du Millénaire pour le Développement*. Consulté sur <https://www.google.com/url?sa=i&url=https%3A%2F%2Ftwitter.com%2Fungeneva%2Fstatus%2F656577204420268032&psig=AOvVaw203xSrH0->

[GPtnO1pN8MO8L&ust=1614054912076000&source=images&cd=vfe&ved=0CA0QjhxqFwoTCKCu4q7V_O4CFQAAAAAdAAAAABAJ](https://www.google.com/search?imgres=1&usq=__GpTnO1pN8MO8L&ust=1614054912076000&source=images&cd=vfe&ved=0CA0QjhxqFwoTCKCu4q7V_O4CFQAAAAAdAAAAABAJ)

UN Millennium Project. (2005). *Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals*. New York.

Varoufakis, Y. (2011). *The global minotaur*. London: Zed Books.

Walton, J., et Seddon, D. (1994). *Free Markets and Food Riots: The Politics of Global Adjustment*. Oxford: Blackwell.

Williamson, J. (1990). What Washington means by policy reform. In J. Williamson (Ed.), *Latin American adjustment: How much has happened*. Washington, DC: Institute for International Economics.

Young, A. (2010). *The African Growth Miracle*. pp. 1-64.

Annexes

Annexe 1 : Les OMD



Source : [UN Geneva](#) (s.d)

Annexe 2 : Les ODD



Source : [Energy Observer](#) (s.d)

Annexe 3 : Autres indicateurs de développement en ASS

	Indicateur	ASS	Monde
Éducation	Enfants non scolarisés (% des enfants d'âge primaire)	19 % (en 2019)	8 % (en 2019)
	Adolescents non scolarisés (% des adolescents en âge de fréquenter le 1er cycle du secondaire)	37 % (en 2018)	15% (en 2018)
Emploi	% Population active sur la population totale	39 % (en 2019)	45 % (en 2019)
Électricité	Accès à l'électricité (% de la population)	47,7 % (en 2018)	89,6 % (en 2018)
Eau	People using at least basic drinking water services (% of population)	61 % (en 2017)	90 % (en 2017)
	People using safely managed drinking water services (% of population)	27 % (en 2017)	71 % (en 2017)

Source : calculs de l'auteure à partir de « World Development Indicators ». Banque Mondiale (s.d)

Annexe 5 : Les stratégies de réduction de la pauvreté par pays

Pays	Nom de la stratégie de réduction de la pauvreté	Date d'adoption	Jusqu'en...
Benin	Social Dimension of Development (SDD)	1994	2015
Botswana	Botswana Poverty Reduction Strategy - BPRS	2001	Ongoing
Burkina Faso	PRS	2000	2008
Burundi		2003	Ongoing
Cabo Verde		2002	2018
Cameroon	SRP (pauvreté) DSCE (Croissance et emploi)	2000 2008	2008 Ongoing
Cote d'Ivoire	SRP PND	2002 2012	2011 ongoing
Eswatini (ex. Swaziland)		2002	2022 (Ongoing)
Gabon	Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté	2005	2015
Gambia	PRS PAGE (Program for Accelerated Growth and Employment) National Development Plan (NDP)	2000 2012 2018	2011 2015 2021 (Ongoing)
Ghana	PRS Ghana Shared Growth and Development Agenda (GSGDA) I & II	2000 2010	2009 2017
Guinea	PRS	2000	2015
Kenya	PRS Kenya vision 2030	2000 2008	2007 2030
Lesotho	PRS National strategic development plan	2000 2012	2011 2022 (Ongoing)
Liberia	PRS Country Development Cooperation Strategy	2006 2013	2012 2018
Madagascar	Madagascar action plan	2000 2013	2012 2025 (Ongoing)
Malawi	Malawi Growth and Development Strategy	2000	2022 (Ongoing)
Mali		2000	2017
Mauritius	PRS Marshall Plan on Poverty Alleviation	2001 2016	2015 2030 (Ongoing)
Mozambique	PRS Strategic plan	2000 2016	2014 2018
Namibia	PRS Namibia National Vision 2030	2001 2004	2005 2030 (Ongoing)
Niger		2000	Ongoing (partenariats)
Nigeria	National Economic Empowerment and Development Strategy (NEEDS) I & II	2004 2008	2007 2011
Sao Tome and Principe	PRS Country strategy	2000 2018	2016 2022 (Ongoing)
Senegal	PRS National Strategy for Economic and Social Development Strategy Senegal country strategic plan	2000 2013 2019	2010 2017 2023 (Ongoing)
Sierra Leone	PRS	2001	2018
South Africa	Pas de stratégie à l'échelle nationale trouvée. Mais plusieurs politiques et programmes de lutte contre la pauvreté sont déployés depuis la fin de l'apartheid.		
Sudan	National strategic development plan	2012 2017	2016 2020
Tanzania	National Strategy for Growth and Reduction of Poverty (NSGRP) Five years Development plan	2000 2016	2015 2020
Togo	National Development Plan	2008 2018	2017 2022 (Ongoing)
Uganda	National Development Plan	2000	2020
Zambia	National Development Plan	2000	2021 (Ongoing)
Zimbabwe		2016	2018

Source : auteure à partir de « IMF DATA ». FMI (s.d)

Annexe 6 : Description complète des variables

Variable	Définition	Transformations à effectuer (s'il y a lieu)	Modalités (après transformation)
Variable dépendante			
SRLC (Self-Reported Living Conditions)	Conditions de vie auto-déclarées du répondant.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 si le répondant a déclaré vivre dans d'assez bonnes (code 4) ou des très bonnes conditions (code 5) et égale à 0 autrement (toute autre réponse valide donnée).	2 modalités: 1 = fairly good or very good 0 = otherwise
Variables indépendantes			
PRS	Existence ou non d'une stratégie de réduction de la pauvreté dans un pays pour une année donnée.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique égale à 1 s'il y a en place un programme de lutte contre la pauvreté dans un pays donné à une année donnée (le programme est matérialisé la plupart du temps par l'existence d'un document stratégique pour la réduction de la pauvreté – DSRP), et égale à 0 s'il n'y en a pas.	2 modalités : 1 = Yes 2 = No
PIB	Produit Intérieur Brut par habitant (converti en dollars internationaux en utilisant les taux de parité du pouvoir d'achat) au sein d'un pays donné à une période de temps précise.	Il s'agit du PIB par tête converti en \$ internationaux en utilisant les taux de parité du pouvoir d'achat divisée par 1000 (afin d'avoir sensiblement la même échelle que les autres variables et pouvoir mieux interpréter les résultats)	De 0,73\$ à 22,21\$
Conflict	Presence of Policemen or police vehicles / soldats or army vehicles in the primary sampling unit.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a la présence de policiers, soldats, véhicules de police et/ou de véhicules de l'armée dans l'environnement du répondant et égale à 0 autrement. C'est la combinaison des deux variables (polmv et solav) pour matérialiser s'il y a ou pas un conflit armé dans l'environnement du répondant.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise

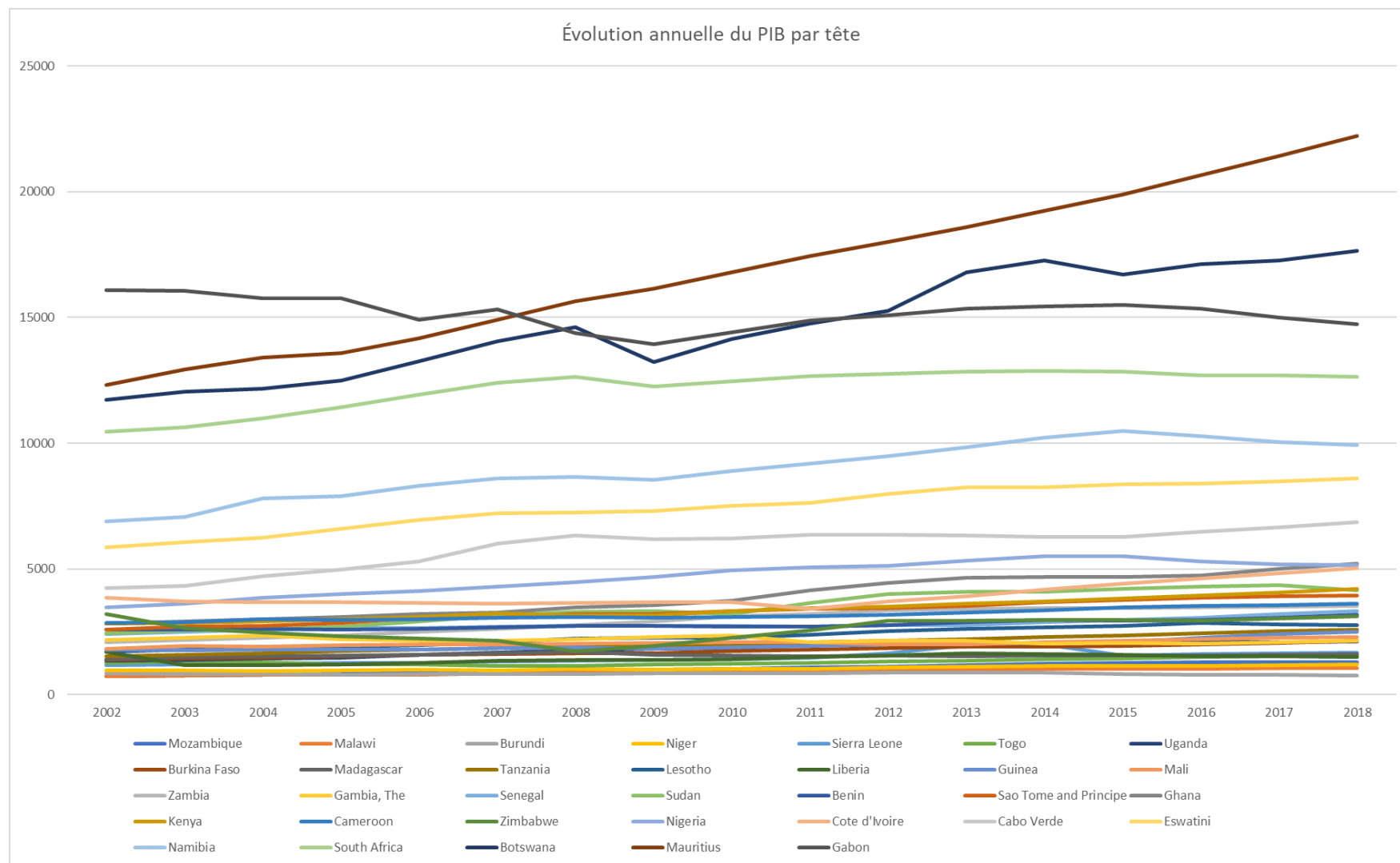
Variable	Définition	Transformations à effectuer (s'il y a lieu)	Modalités (après transformation)
UrbRur	Géolocalisation du répondant.	Cette variable a été recodée. Avec 4 modalités à la base, les observations enregistrées pour « semi urban » et « peri urban » ont été ajoutées à celles de « urban » pour ne garder que 2 modalités.	2 modalités : 0 = rural 1 = urban
Corruption1	Niveau de l'indice perception de la corruption par pays pour une année donnée.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique égale à 1 pour les pays avec un niveau de corruption élevé (Indice de 0 à 30) et 0 pour les pays avec un score de corruption faible ou moyen (Indice de plus de 30).	2 modalités : 0 = Indice de corruption faible ou moyen 1 = Indice de corruption élevé
Education_cat	Niveau d'étude du répondant.	Cette variable a été recodée. Elle représente les catégories en termes d'éducation auxquelles appartiennent les répondants. À la base, elle avait 10 modalités.	4 modalités : 1 = No schooling or some (informal/primary) schooling 2 = Completed Primary schooling / some high school 3 = Completed high school 4 = Post-secondary schooling (some or completed)
Employment_status	Situation d'emploi du répondant.	Cette variable a été recodée afin d'être représentative de la situation d'emploi du répondant. Nous avons 6 modalités pour la variable « job » que nous avons regroupé en 3.	3 modalités: 1 = Unemployed 2 = Yes, employed part-time 3 = Yes, employed full-time
Dimensions_cat	Catégories associées au nombre de dimensions de bien-être présentes dans l'environnement du répondant (de 0 à 7) parmi : school, police station, health clinic, market stalls, sewage system, electricity, water.	C'est une variable catégorielle créée pour représenter le nombre (ou la somme) de dimensions objectives de bien-être présentes dans l'environnement du répondant (de 0 à 7) parmi : school, police station, health clinic, market stalls, sewage system, electricity, water.	3 modalités : 1 = Low living conditions/Very poor (0,1,2) 2 = Middle living conditions (3,4,5) 3 = High living conditions (6,7)

Variable	Définition	Transformations à effectuer (s'il y a lieu)	Modalités (après transformation)
Country	Pays du répondant.		Code 1 à 36
Date	Date de l'interview.		03JUN2002 à 02.01.17
school	Presence of school in the primary sampling unit/enumeration area, or within easy walking distance.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a une école dans l'environnement du répondant ou à une distance de marche facilement accessible et égale à 0 autrement.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise
police_station	Presence of police station in the primary sampling unit/enumeration area, or within easy walking distance.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a une station de police dans l'environnement du répondant ou à une distance de marche facilement accessible et égale à 0 autrement.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise
health_clinic	Presence of health clinic in the primary sampling unit/enumeration area, or within easy walking distance.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a une clinique de santé dans l'environnement du répondant ou à une distance de marche facilement accessible et égale à 0 autrement.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise
market_stalls	Presence of market stalls selling groceries and/or clothes in the primary sampling unit/enumeration area, or within easy walking distance.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a un marché pour s'approvisionner en denrées alimentaires et/ou se vêtir dans l'environnement du répondant ou à une distance de marche facilement accessible et égale à 0 autrement.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise
electricity	Presence of electricity grid that most houses could access in the primary sampling unit/enumeration area.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a de l'électricité dans l'environnement du répondant ou à une distance accessible par la majorité des résidences et égale à 0 autrement.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise
water	Presence of piped water system that most houses could access in the primary sampling unit/enumeration area.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a de l'eau dans l'environnement du répondant ou à une distance accessible par la majorité des résidences et égale à 0 autrement.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise

Variable	Définition	Transformations à effectuer (s'il y a lieu)	Modalités (après transformation)
sewage_system	Presence of sewage system that most houses could access in the primary sampling unit/enumeration area.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a un système d'égouts dans l'environnement du répondant ou à une distance accessible par la majorité des résidences et égale à 0 autrement.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise
polmv	Presence of policemen or police vehicles in the primary sampling unit/enumeration area.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a la présence de policiers et/ou de véhicules de police dans l'environnement du répondant et égale à 0 autrement.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise
solav	Presence of soldiers or army vehicles in the primary sampling unit/enumeration area.	Cette variable a été créée en tant que variable numérique muette (dummy variable) égale à 1 s'il y a la présence de soldats et/ou de véhicules de l'armée dans l'environnement du répondant et égale à 0 autrement.	2 modalités: 1 = yes 0 = otherwise

Sources : calculs de l'auteure à l'aide des données du FMI (s.d), Banque Mondiale (s.d), Transparency International (s.d) et Afrobaromètre (s.d(b), round 2 à round 7).

Annexe 7 : Évolution annuelle du PIB par tête dans les pays de l'échantillon



Source : réalisé par l'auteure à partir des données obtenues sur « World Development Indicators ». Banque Mondiale (s.d)

Annexe 8 : Résultats de la régression à effets fixes du modèle de régression basique (sans décalage de la variable dépendante)

	<i>Dependent variable:</i>						
	<i>SRLC_{ict}</i>						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
PRS	-0.063*** (0.003)	-0.063*** (0.003)	-0.062*** (0.003)	-0.055*** (0.003)	-0.055*** (0.003)	-0.055*** (0.003)	-0.055*** (0.003)
PIB				0.005*** (0.0004)	-0.0005 (0.0004)	-0.0005 (0.0004)	-0.0004 (0.0004)
Corruption1					-0.114*** (0.005)	-0.113*** (0.005)	-0.113*** (0.005)
UrbRur						0.004** (0.002)	0.004** (0.002)
Conflict							-0.002 (0.002)
factor(Education_cat)2		0.031*** (0.002)	0.029*** (0.002)	0.027*** (0.002)	0.028*** (0.002)	0.027*** (0.002)	0.027*** (0.002)
factor(Education_cat)3		0.075*** (0.002)	0.072*** (0.002)	0.069*** (0.002)	0.070*** (0.002)	0.070*** (0.002)	0.069*** (0.002)
factor(Education_cat)4		0.107*** (0.002)	0.103*** (0.002)	0.101*** (0.002)	0.104*** (0.002)	0.104*** (0.002)	0.104*** (0.002)
factor(Employment_Status)2		-0.005*** (0.002)	-0.006*** (0.002)	-0.006*** (0.002)	-0.005** (0.002)	-0.005** (0.002)	-0.005** (0.002)
factor(Employment_Status)3		0.035*** (0.002)	0.034*** (0.002)	0.033*** (0.002)	0.034*** (0.002)	0.033*** (0.002)	0.034*** (0.002)
factor(Dimensions_cat)2			0.007*** (0.002)	0.006*** (0.002)	0.007*** (0.002)	0.006*** (0.002)	0.006*** (0.002)
factor(Dimensions_cat)3			0.018*** (0.002)	0.016*** (0.002)	0.018*** (0.002)	0.015*** (0.002)	0.016*** (0.002)
Observations	489,768	489,768	489,768	489,768	489,768	489,768	486,468
R²	0.080	0.086	0.086	0.086	0.088	0.088	0.088
Adjusted R²	0.074	0.080	0.080	0.080	0.082	0.082	0.082
Residual Std. Error	0.450 (df = 486660)	0.449 (df = 486655)	0.449 (df = 486653)	0.449 (df = 486652)	0.448 (df = 486651)	0.448 (df = 486650)	0.448 (df = 483370)

Notes: **Valeur p** : * significatif à 10 % ; ** significatif à 5 % ; *** significatif à 1 %.

Les erreurs standards sont présentées entre parenthèses.

Sources : calculs de l'auteure à l'aide des données du FMI (s.d), Banque Mondiale (s.d), Transparency International (s.d) et Afrobaromètre (s.d(b), round 2 à round 7).